

# Le quarante-deuxième Festival d'Avignon (pages 15 à 22)

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13511 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

JEUDI 7 JUILLET 1988

SERVICES	
Abonnements	6
Annuaire classés	13
Cartes	18
Comptes	10
Mémoires	14
Mémoires	14
Radio-télévision	14
Spectacles	13

### Six skinheads condamnés à Rouen

#### Écologie banalisée de voyous ordinaires

Un tribunal correctionnel de Rouen a condamné, le 4 juillet, six jeunes hommes à Rouen durant la nuit du 27 au 28 juin 1988. Ils ont été condamnés à six mois de prison, dont deux avec sursis, et à cinq ans de probation. Les six jeunes hommes, âgés de 17 à 21 ans, ont été reconnus coupables de faits de violence et de destruction de biens. Ils ont été condamnés à six mois de prison, dont deux avec sursis, et à cinq ans de probation. Les six jeunes hommes, âgés de 17 à 21 ans, ont été reconnus coupables de faits de violence et de destruction de biens.

### Justice à l'américaine

#### Edwin Meese s'en va. Et, étant données les circonstances, on peut presque dire qu'il part en beauté.

Edwin Meese s'en va. Et, étant données les circonstances, on peut presque dire qu'il part en beauté. Sa démission a été acceptée par le président Reagan. Meese a été nommé directeur de la Maison-Blanche en 1981. Il a été l'un des principaux conseillers de Reagan pendant sa présidence. Meese a été nommé directeur de la Maison-Blanche en 1981. Il a été l'un des principaux conseillers de Reagan pendant sa présidence.

### Le débat sur l'amnistie et le sort des détenus « politiques »

#### Les faux pas de la générosité

Le débat sur l'amnistie et le sort des détenus « politiques » a été l'un des points chauds de l'Assemblée nationale. Les faux pas de la générosité ont été soulignés par les socialistes et les communistes. Le débat a été dominé par la décision prise par la garde des sceaux de lever les mesures d'isolement des détenus dits « politiques ».

### Enseignement supérieur

#### La ruée vers le privé

La ruée vers le privé dans l'enseignement supérieur est en cours. Les étudiants cherchent à éviter le système public et se tournent vers le privé. Les frais de scolarité sont élevés, mais les étudiants sont prêts à payer pour une meilleure éducation. Les étudiants cherchent à éviter le système public et se tournent vers le privé.

### Immobilier

#### Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 28 et 29

### Justice à l'américaine

#### Edwin Meese s'en va. Et, étant données les circonstances, on peut presque dire qu'il part en beauté.

Edwin Meese s'en va. Et, étant données les circonstances, on peut presque dire qu'il part en beauté. Sa démission a été acceptée par le président Reagan. Meese a été nommé directeur de la Maison-Blanche en 1981. Il a été l'un des principaux conseillers de Reagan pendant sa présidence.

### Les troubles ethniques en Union soviétique

#### De nouvelles manifestations font des victimes à Erevan

De nouvelles manifestations ont éclaté à Erevan, en Arménie, provoquant la mort de plusieurs personnes et de nombreuses blessures. Les troubles ethniques en Union soviétique continuent de s'intensifier.

### Tout en critiquant les abus de l'administration

#### La Cour des comptes veut aider l'Etat dans sa gestion

La Cour des comptes a rendu public, mardi 5 juillet, le rapport annuel que son président, M. André Chandernagor, avait remis la semaine dernière au chef de l'Etat, et qui a également été déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale et sur celui du Sénat.

### Le conflit du Cambodge

#### Le processus de règlement avance à petits pas.

PAGE 3

### Nouvelle-Calédonie

#### Témoignages sur le comportement des forces de l'ordre.

PAGE 9

### Chantiers de l'Atlantique

#### Grève à Saint-Nazaire, réunion de conciliation à Paris.

PAGE 30

### Le sommaire complet se trouve en page 36

### Le débat sur l'amnistie et le sort des détenus « politiques »

#### Les faux pas de la générosité

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, à l'aube du mercredi 6 juillet, le projet de loi d'amnistie. Les débats ont été dominés par la décision prise par la garde des sceaux de lever les mesures d'isolement des détenus dits « politiques ».



Le débat sur l'amnistie et le sort des détenus « politiques » a été l'un des points chauds de l'Assemblée nationale. Les faux pas de la générosité ont été soulignés par les socialistes et les communistes. Le débat a été dominé par la décision prise par la garde des sceaux de lever les mesures d'isolement des détenus dits « politiques ».

### Enseignement supérieur

#### La ruée vers le privé

La ruée vers le privé dans l'enseignement supérieur est en cours. Les étudiants cherchent à éviter le système public et se tournent vers le privé. Les frais de scolarité sont élevés, mais les étudiants sont prêts à payer pour une meilleure éducation.

### Immobilier

#### Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 28 et 29

# 1789

## l'année sans pareille

UNE CHRONIQUE DE MICHEL WINOCK

CHAQUE JOUR DANS

# Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 11 JUILLET (NUMÉRO DATÉ MARDI 12)

### L'ENQUÊTE : la Côte-d'Ivoire dans l'adversité

## L'amertume du cacao

ABIDJAN de notre envoyé spécial

L'amertume ivoirienne, en ces temps difficiles, s'inscrit dans le goût du cacao. Une amertume mêlée de nostalgie. Car, au pays du président-plantier Félix Houphouët-Boigny, l'antique « breuvage des dieux » fit longtemps des miracles. Fidèle à sa légende aztèque, le cacao donna du nerf et du muscle à la Côte-d'Ivoire. Il fut le sang noir de sa croissance. En ces belles années 70, la Côte-d'Ivoire vécut l'âge heureux des grands projets, des autoroutes et des gratte-ciel, de l'argent facile et de l'insouciance. La nouvelle Abidjan s'admirait alors dans les reflets de sa lagune. Virent les mauvais jours, mais bien plus tard ici qu'ailleurs. Le premier séisme pétrolier avait à peine fait frissonner les cocodiers de Cocody. Au royaume du cacao, on n'avait d'yeux que pour les courbes flatteuses qui, au tableau noir des Bourses de Londres et de New York, donnaient, jour après jour, la valeur des fèves nationales. Or, cette valeur grimpa et, avec elle, le dollar. Le second choc pétrolier prit donc les Ivoiriens à froid. En même temps, le marché mondial du cacao commença, lentement mais sûrement, de s'engorger. Entre 1978 et 1981, les cours fléchirent de moitié. La Côte-d'Ivoire se mit pourtant vite au diapason, l'Etat incarnant l'austérité nouvelle : compression des dépenses publiques, « gel » de l'embauche, blocage ou réduction des salaires. Apprendre la rigueur fut chose un peu rude pour une société urbaine qui, toutes proportions gardées, vivait à son aise. Dans quel autre pays d'Afrique noire voit-on, comme aujourd'hui encore à Abidjan, une dizaine de bus Mercedes flambant neufs, raccompagner les employés d'une grande banque, le travail fini, aux quatre coins de la capitale ? Assise sur sa montagne de cacao, la Côte-d'Ivoire s'était enrichie. Qui pouvait l'en blâmer ? La crise venue, elle l'accueillit avec calme et civisme. Un éphémère redressement boursier favorisa même une embellie. Mais, en 1986, la baisse commune des cours et du dollar provoqua la rechute.

La Côte-d'Ivoire est aujourd'hui malade de son cacao, et largement victime d'un foudroyant succès. En 1960, l'année de l'indépendance, elle produisit 85 000 tonnes de fèves ; au terme de la campagne en cours (octobre 1987-septembre 1988), elle aura récolté 640 000 tonnes. C'est un nouveau record, pour la quatrième année d'affilée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.  
(Lire la suite page 6.)

M 0147 - 0707 Q - 4,50 F

3790147004500 07070

# Débats

## REVENU MINIMUM

### Rassembler la nation contre la pauvreté

par CLAUDE FERRAND (\*)

La création d'un droit à un revenu minimum sera une victoire des familles du quart-monde qui le réclamaient depuis des années par la voix du Père Joseph Wresinski. Mais le fondateur d'ATD quart-monde n'a cessé de dire : Attention ! Ce droit risque de n'être qu'une modernisation de l'assistance s'il ne s'inscrit pas dans une politique globale donnant priorité aux plus défavorisés pour leur permettre de vivre dans la dignité (1).

Le droit à un revenu minimum, tel qu'il est envisagé par le gouvernement, devrait permettre à chacun de manger à sa faim, à condition toutefois de ne pas avoir de dettes. Cela devrait apporter à beaucoup une sécurité de base pour penser à autre chose.

Le revenu minimum est voulu, dit-on, pour l'insertion, pour casser l'exclusion. C'est bien ce que les hommes et les femmes du quart-monde ont toujours réclamé : les moyens de leur liberté et de leurs responsabilités de parents et de citoyens. Les plus pauvres ne veulent plus dépendre à long terme de la charité des autres.

Quels seront donc les moyens à mettre en œuvre pour l'insertion de ceux qui ont le plus besoin d'être aidés ? Ceux qui demeurent (même avec un revenu minimum) sans logement décent, sans accès aux soins, sans instruction, sans travail et sans formation, savent par expérience ce que signifie être laissé pour compte. Ils nous invitent à une grande ambition, à des réponses appropriées à leurs droits humains.

#### Gagner sa vie et celle des siens

1) Des gens sont très mal logés ou n'ont pas de logement du tout. La première chose à faire est de rassembler dans chaque commune, dans chaque département, tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine de l'habitat et ceux qui veulent contribuer au respect du droit au logement. De leur côté, beaucoup de citoyens seraient prêts à donner un coup de main pour remettre en état les logements disponibles. Qu'on fasse appel à eux ! Qu'on leur fournisse les matériaux et les outils nécessaires ! Qu'on leur donne des conseils techniques et des gens capables d'organiser le travail !

Il faudrait également solvabiliser toutes les familles mal logées ou sans logement pour qu'elles puissent assumer les charges d'un logement décent :

2) Des gens ne peuvent pas se soigner comme il le faudrait. Si, déjà, l'Etat accorde une couverture de base à tous ceux qui n'en ont pas, cela permettra un meilleur accès aux soins pour certains. Mais nous savons aussi que la couverture de base ne prend pas tout en charge. Aussi faut-il, là encore, rassembler dans chaque département tous ceux qui ont des responsabilités dans le domaine de la santé et ceux qui veulent contribuer au respect du droit à la santé pour tous.

Il faudra trouver des accords pour créer des mutuelles de solidarité. Beaucoup de familles pauvres seraient prêtes à y cotiser à la mesure de leurs moyens et à coopérer à l'amélioration de la santé pour tous. Qu'on fasse appel à elles pour les rendre corresponsables des campagnes de prévention de la santé, pour encourager leurs parents et leurs voisins qui en ont besoin, à se faire soigner correctement, à prendre des vacances, à pratiquer un sport ou des loisirs de détente.

Pourquoi les étudiants des disciplines de la santé et du bien-être ne viendraient-ils pas en parler avec elles, là où elles habitent, pour qu'elles leur disent ce dont elles souffrent le plus et pour étudier les meilleures solutions ?

3) Des gens n'ont pas assez d'instruction et leurs enfants ont du mal à réussir à l'école. C'est avec l'instruction et les apprentissages fondamentaux qu'on peut commencer à parler vraiment d'insertion sociale, une fois que la sécurité des ressources, du logement et de la santé est assurée. Là aussi, il faudrait, dans chaque commune, dans chaque département, rassembler. Beaucoup d'initiatives pourraient concourir à un meilleur partage des savoirs et des savoir-faire avec les plus pauvres, notamment autour de la petite enfance. Nombreux sont les enfants, les jeunes et adultes du quart-monde prêts, s'ils ne se sentent pas jugés, à se retrouver avec d'autres pour apprendre ce qu'ils ignorent ou ne comprennent pas, surtout avec des partenaires qui acceptent de se laisser enseigner par l'école de la vie :

4. Des gens souffrent de ne pas travailler, de ne servir à rien ou d'être embauchés seulement comme des larmes sans qualification reconnue. Cela aussi est grave pour l'insertion sociale. Gagner sa vie et celle des siens, réaliser des projets pour soi, pour ses enfants, pour d'autres, quel est plus normal ? Là encore, il faut rassembler.

Si l'on pouvait recenser, soutenir et multiplier toutes les actions de formation qui ont su s'adapter à une public très défavorisée pour le conduire à de véritables savoir-faire reconnus, on pourrait plus facilement donner mission et moyens aux organismes de formation professionnelle pour contribuer activement à cette tâche.

Si des hommes et des femmes compétents et imaginatifs étaient aidés par les pouvoirs publics pour prospecter la mise en œuvre de nouveaux postes de travail avec une qualification appropriée au développement progressif des capacités des « moins performants » d'aujourd'hui, que d'améliorations dans l'aménagement du territoire, l'environnement urbain, les services de voisinage.

Si des citoyens immanquables ou des travailleurs en préretraite pouvaient consacrer une partie de leur temps pour transmettre un peu de leur expérience professionnelle et de

leur savoir-faire, que d'améliorations dans le partage du travail... Bon nombre de travailleurs, sans qualification et au chômage, sont prêts à explorer de nouvelles tâches pour sortir de cette inactivité qui laisse leurs énergies en friches.

Il n'y aura pas de véritable insertion sociale pour tous ceux qui en sont actuellement privés sans une grande mobilisation de la nation. On peut l'entreprendre s'il n'est d'abord l'Etat, seul investisseur des moyens de faire prévaloir les exigences d'une solidarité dans notre démocratie ?

#### Le contrat pimenté que l'assistance

Si l'insertion sociale doit faire l'objet d'un contrat, celui-ci ne saurait se réduire à des contreparties individuelles pesant exclusivement sur les plus démunis comme gage d'une prétendue non-assistance. C'est un contrat social qu'il faut instaurer entre l'ensemble des partenaires. Les populations actuellement privées de leurs droits économiques et sociaux comme de leurs libertés civiles et politiques sont des partenaires à part entière pour bâtir la société de demain.

Les plus pauvres doivent, évidemment, pouvoir compter sur le concours d'un accompagnement prodigé par un service social. Traditionnellement, on leur demande de se montrer coopérants pour accepter les propositions qui leur sont faites dans ce cadre. C'est encore ce qui risque de prévaloir pour l'octroi du revenu minimum : donner des preuves ou des signes d'une volonté de changer de comportement pour mériter le droit de recevoir un peu d'argent. Ainsi ce droit serait dénué en une aide financière conditionnée par le respect d'un engage-

(\*) Délégué général du Mouvement ATD quart-monde.

ment moral unilatéral de la part de son bénéficiaire !

Or celui-ci n'a aucune garantie que son effort lui permettra d'accéder à ses droits économiques et sociaux : logement, soins, formation, travail... Car le service social, s'il est seul contractant, n'a pas le pouvoir de contraindre les partenaires sociaux à remplir leur mission de service public à l'égard de tous. Dès lors, pour une perspective d'insertion sociale authentique, le contrat d'insertion passé avec le seul service social est un leurre. Il faut un contrat tripartite impliquant les responsables publics autant que les bénéficiaires et les médiateurs.

Qui ne voit l'intérêt de situer ces contrats d'insertion individuels dans un cadre collectif, avec le concours des associations et des syndicats qui militent pour l'accès de tous aux droits ? Dans une telle dynamique, les plus pauvres auraient leur place et pourraient exercer avec d'autres leurs responsabilités de citoyens solidaires au lieu d'être enfermés dans un statut de « bénéficiaires ». C'est le chemin de la dignité.

Cette perspective implique des initiatives et un rôle déterminant de la part de représentants de l'Etat, à l'échelle nationale et dans chaque département, pour organiser cette mobilisation. Le Rapport Wresinski (1) a fait à cet égard des propositions concrètes et opérationnelles qui ont déjà reçu l'aval des partenaires sociaux représentés au Conseil économique et social. Le gouvernement ne saurait trouver de meilleure base pour bâtir de façon cohérente et prospective la politique globale d'insertion sociale dont le pays a besoin.

(1) Cf. « Grande pauvreté et précarité économique et sociale », rapport présenté au nom du Conseil économique et social par Joseph Wresinski, fondateur d'ATD quart-monde. Disponible à la Direction des Journaux officiels (26, rue Desaix, Paris-15<sup>e</sup>) et aux éditions Sociales et Services/Quart-monde (15, rue Maltrou-Albert, Paris-9<sup>e</sup>). Prix : 33 F + port.

## Au courrier du Monde

### NON-RETOUR

#### Le feu d'Israël

Chaque jour qui passe, le conflit israëlo-palestinien s'enfonçait un peu plus dans le chaos. Chaque jour apporte son lot de victimes de part et d'autre. Désormais, c'est à l'intérieur même d'Israël que le conflit s'est étendu, faisant la preuve de l'échec de la politique choisie par le gouvernement israélien pour rétablir l'ordre. Loin d'avoir étouffé le soulèvement, la répression n'a fait que développer la haine jusque entre Israéliens juifs et Israéliens arabes.

Il fallait s'y attendre. Le feu qui embrase les forêts d'Israël traduit symboliquement le point de non-retour où tous, Israéliens et Palestiniens, sont arrivés.

La raison pourra-t-elle enfin se faire jour avant que cette Terre promise ne devienne terre brûlée ?

Nous adjuurons les deux parties d'ouvrir les yeux. La reconnaissance mutuelle et simultanée est la condition indispensable de la paix.

Nous adjuurons les Israéliens de comprendre que la seule répression et le statu quo constituent pour leur intérêt et pour l'avenir de l'Etat d'Israël un véritable suicide. Israël doit se libérer des territoires occupés. Israël doit négocier avec les Palestiniens, y compris avec l'O.L.P.

Nous adjuurons les Palestiniens de comprendre que leur intérêt est de négocier directement avec Israël. Les Palestiniens doivent décider que la trêve du terrorisme est la seule voie possible pour arriver à une amorce de dialogue.

Mais y a-t-il encore dans les deux parties une volonté de paix ?

Comité français du Centre International pour la Paix au Proche-Orient (10, rue Saint-Claude, 75003 Paris).  
Présidente : Marie-Claire Menédes France.  
Comité directeur : André Moutoulay, Alain Fonticollant, Elisabeth de Fontenay, Paul Kessler, Daniel Kachline, Jacques Tarnier, Flora Velluet, André Wormser.

### DÉFINITION

#### A propos du « josphisme »

A propos de l'article de Henri Tineo, paru dans le Monde du 24 juin, M. Joseph Rovon nous écrit :

« Le josphisme se caractérise par l'intervention du prince dans la discipline intérieure de l'Église nationale, afin d'affaiblir la souveraineté pontificale » (Larousse). Joseph II, sans chercher à s'entendre avec le pape, supprime les ordres religieux qui ne sont ni hospitaliers ni enseignants, confisque les biens de couvents, interdit pèlerinages et processions, réglemente la correspondance du clergé avec le pape, unifie les procédures de sépulture (les corps nus dans des sacs mis dans la chaux vive). Le pape vient lui-même à Vienne supplier l'empereur de changer de politique, mais en vain. Contre les persécutions infligées aux religieux, les Pays-Bas se révoltent. Et voilà ce que vous appelez « s'attacher à la collaboration de l'Église » ! Le josphisme, c'est la soumission de l'Église à l'Etat. C'est l'esprit de la constitution civile du clergé.

JOSEPH ROVAN.

## BIBLIOGRAPHIE

« Diplomatie et outil militaire », de Jean Doise et Maurice Vaisse

### Conflits d'Etats

On sait depuis Clausewitz que « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens » et, depuis Raymond Aron, que « l'art de convaincre et l'art de contraindre », incarnés dans les personnalités du diplomate et du soldat, dominent les relations internationales. Le versant conflictuel des rapports entre Etats, longtemps mis à l'index dans les cercles intellectuels, mérite donc qu'on le considère, non point, bien entendu, sous la forme suspecte de l'histoire bataille, mais sous l'angle plus large d'une combinaison des moyens à la disposition de l'Etat propre à lui permettre de mener à bien sa politique et de réaliser son « projet ».

Telle est l'optique de Jean Doise et Maurice Vaisse lorsqu'ils analysent dans *Diplomatie et outil militaire*, ce siècle de conflits successifs, de la guerre franco-prussienne de 1870 à l'Algérie, notre pays a été mêlé.

Ce livre, survolant quatre générations de veilles d'armes, d'hostilités et de lendemains de comparaisons et de réflexions. De cycle en cycle courent plusieurs grands thèmes.

1. Le « projet national », hors duquel il n'est ni stratégie viable ni effort durable. — Les fruits portant bien les promesses des fleurs : quelle différence, en effet, entre l'ambition du Second Empire et le sursaut de la « revanche » ? La diplomatie brouillonne et provocante est abandonnée aux Allemands, la nôtre devenant alors subtile et prudente. L'armée s'ouvre, s'érige en vaste école, à l'écoute de l'évolution technique et industrielle. Tout se tient : la victoire de 1918, comme, pour les Allemands, le succès de 1940, est d'abord victoire intellectuelle. Victoire aussi de la cohérence : celle d'un peuple plus rusé, plus dur que son adversaire, lequel — outrageusement embrigadé, mais soudé, sous Hitler — surclasse, sans difficulté, en revanche, une France qui subit et se laisse aller. Et que dire des hésitations et des démissions de la IV<sup>e</sup> République au regard de l'ambition, de la volonté, en un mot du « projet » du général de Gaulle que l'ensemble du pays finit par adopter ?

2. *Discordance entre guerre et politique*, hiérarchie et pouvoir, victoire et paix, la « grammaire » militaire et la logique civil tendent souvent à diverger. — Alors qu'au dix-neuvième siècle le corps des officiers pressions a longuement médité Clausewitz, voilà que la guerre de 1914 s'enclenche à contre-courant des principes de ce dernier. Mieux encore, après la Marne, l'absolu de la victoire mène à des actions inconsidérées ! Exemple typique que d'autres viennent par la suite corroborer : celui de Hitler, lorsque ayant compromis par excès ses atouts politiques, il ne compte plus que sur son génie guerrier ; celui des Français, dont la stratégie défensive rend impraticables les alliances orientales par ailleurs nouées... Suit l'Indochine, où une politique incertaine demande à la

guerre ce qu'elle ne peut donner, puis l'Algérie, où un problème de décolonisation est traité, à coups de sabre, comme une vulgaire insurrection.

3. *Dilemme du conformisme et de l'imagination créatrice*. — Passons sur quelques épisodes comiques : ces ballons armés qu'en 1914 nos troupes abattent, la manne du secret ayant empêché de les informer... Le cheval vaincu à l'heure des corps blindés, comme « seul véritable tour terrain » et « consommateur de l'avoine nationale » au lieu et place du « pétrole étranger » ! Plus grave est le fait qu'on ne tient aucun compte, en 1870 des précédentes victoires de Bismarck, pas plus qu'on ne tienne compte de la guerre d'Espagne. A l'instar de l'École de guerre, où l'innovation et l'audace sont proscrites, les attachés militaires sont priés de s'aligner. La stratégie, affaire exclusive des militaires, est décidément une chose trop importante pour être confiée aux mal pensants !

4. *Conflit entre stratégie centrale et stratégie périphérique*, tropisme continental et tropisme maritime. — Le clivage terre-mer se situe d'abord, au niveau global du « perturbateur », maître de la Terre, affronté à la puissance maritime majeure. Après Bonaparte, Guillaume II puis Hitler assillent donc de rivales, mais sans plus de succès !

A son échelle, la France, puissance maritime, mais vulnérable aux frontières, n'a cessé d'être écartelée entre l'impératif terrestre et l'option marine, la veille au créneau et l'Empire. La préjugé continental l'a dans l'ensemble emporté, sauf à Vichy — arrière victoire — le retrait d'Algérie, tournée vers l'organisation d'une force nucléaire caucasiennne, réalisant toutefois une sorte de percée dialectique. Bataille de l'avant, nouveaux ports-aériens ou simple discussion... le débat n'est pas épuisé !

5. *Coexistence difficile, enfin, entre indépendance — but suprême de la défense — et alliance, toujours éphémère, navale ou « encombrante »*, selon une formule de Foch qui aurait pu s'appliquer aux alliés de la France. — Au lendemain de la victoire de 1918, l'idée fixe de la Grande-Bretagne, conforme à sa politique continentale, n'est-elle pas de nous rabaisser, quitte à dédaigner l'Allemagne ? — Rien d'étonnant à ce que l'alliance tardive de 1940 soit bancale. Les malentendus transatlantiques ne sont qu'un maillon d'une longue chaîne, le processus étant toujours le même : pour prix d'un soutien dont nous n'avons pu, depuis près d'un siècle, nous passer, les Anglo-Saxons attendent de notre pays qu'il rentre tout bonnement dans le rang, tandis que, avec une constance sans équivalent, la France, même lorsqu'elle s'allie, ne cesse de regimber.

PIERRE DABEZIES.

\* *Diplomatie et outil militaire*, de Jean Doise et Maurice Vaisse, Imprimerie nationale, 190 F.

## L'an I des relations australo-japonaises

Le Japon et l'Australie ont signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

Le Japon et l'Australie ont également signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

Le Japon et l'Australie ont également signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

Le Japon et l'Australie ont également signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

Le Japon et l'Australie ont également signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

Le Japon et l'Australie ont également signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

Le Japon et l'Australie ont également signé un accord de coopération économique et culturelle. Ce document, qui vise à renforcer les liens entre les deux pays, couvre un large éventail de domaines, allant de la recherche scientifique à la formation professionnelle. L'accord est considéré comme une étape importante dans le développement de la relation bilatérale entre les deux nations.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)  
Date de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F  
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.  
Administrateur général : Bernard Wotis.  
Rédacteur en chef : Daniel Verne.  
Correspondant en chef : Claude Siles.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Microfilms et Index du Monde  
Renseignements au (1) 42-47-99-81

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

### ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS
3 mois .....	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois .....	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois .....	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an .....	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois  6 mois  9 mois  1 an

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde  
PUBLICITE  
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

## L'ÉDUCATION

SOCIÉTÉ

- CHEF D'ENTREPRISE À 20 ANS : une idée, une passion, des copains. Le goût de l'indépendance. Ils sont 40 000 chaque année à se lancer dans l'aventure.
- GUIDE LES PREMIÈRES INSCRIPTIONS EN FAC : les pièges à éviter. Province : où et comment s'inscrire. Paris : fac par fac, les places disponibles.
- PALMARES Lettres classiques et modernes.
- ÉTRANGER Les meilleures business-schools américaines.

Numéro de juillet-août : 100 pages - 15 F  
En vente chez tous les marchands de journaux.

ART LANCASTE  
ESAN SARANDON  
MICHEL PICCOLI

# Etranger

La visite de M. Takeshita en Australie

## L'an I des relations australo-japonaises

Créée par les manœuvres protectionnistes de ses partenaires américains et japonais, l'Australie s'inquiète de voir régresser son premier débouché à l'exportation, le Japon. Le premier ministre, M. Noboru Takeshita, qui a terminé le lundi 4 juillet une visite officielle à Canberra, a écouté d'une oreille polie les récriminations de son hôte M. Bob Hawke contre « le protectionnisme japonais qui menace la prospérité de l'Australie » et a annoncé avec bienveillance que l'année du bicentenaire australien serait « l'an I des relations australo-japonaises ».

SYDNEY correspondance

M. Bob Hawke, le premier ministre australien, aime à marquer la dette à coups de tapes fraternelles dans le dos et de parties de golf, comme il l'avait fait lors de la visite du secrétaire d'Etat américain M. Shultz l'année dernière. Mais la familiarité n'est pas le style de M. Noboru Takeshita, qui a refusé poliment l'invitation de son homologue australien à arpenter le green. On se console dans les milieux diplomatiques en songeant que M. Takeshita, qui, à soixante-quatre ans, est ceinture noire du judo, aurait pu proposer à M. Hawke de s'affronter sur le dojo.

Au-delà de la diplomatie sportive, il est clair que les sujets d'intérêt commun ne manquent pas entre M. Hawke et M. Takeshita : commerce, défense, culture et avenir de la région Pacifique furent au menu des discussions bilatérales du lundi 4 juillet à Canberra.

Le commerce a tenu la vedette. Le Japon reste le principal partenaire de l'Australie : en 1986, 21 % des importations australiennes provenaient du Japon, qui a absorbé le quart des exportations de Canberra. Mais les 7,4 milliards de dollars d'excédent engrangés par l'Australie sont tombés à 2,7 milliards de dollars seulement un an plus tard. Dans les années 70, les Australiens assuraient 9 % des importations japonaises, cette part n'est plus que de 5 % dans les années 80. L'Australie fait les frais des rivalités commerciales entre les Etats-Unis et le Japon, qui protègent leurs marchés. Mais est-elle de taille à disputer les marchés japonais aux Américains ?

M. Takeshita, avec toute sa bonne volonté, ne pouvait pas faire de promesse mirobolante à son hôte. Il s'est d'ailleurs contenté d'assurer à M. Hawke qu'il « étudierait les possibilités d'abaisser les barrières commerciales ». Cela sera difficile, puisque pour conserver leur part du marché américain, les Japonais sont

contraints de diminuer leurs importations de matières premières en provenance d'Australie, notamment le charbon, pour acheter aux Etats-Unis à un prix plus élevé. Les Américains ont été clairs : c'est donnant-donnant.

De plus, les denrées de base et les produits agricoles qui représentent 80 % des exportations australiennes vers le Japon rendent les échanges commerciaux extrêmement vulnérables aux fluctuations des cotés des matières premières. C'est la raison pour laquelle Canberra souhaite diversifier la nature de ses exportations en encourageant les investissements japonais en Australie, et pas seulement dans le domaine immobilier comme cela a été le cas ces douze derniers mois.

### « Invasion »

Le raz de marée japonais sur l'hôtellerie et les résidences australiennes les plus convoitées a provoqué une telle hausse des prix qu'elle a placé la plupart des propriétés hors de portée de nombre d'Australiens. La hausse d'une « invasion japonaise » a même déclenché une vague de racisme, limitée, mais voyante, créant un climat extrêmement désagréable pour les touristes nippons passant leurs vacances sur les plages de la Gold Coast. M. Hawke s'est d'ailleurs excusé de ces manifestations racistes qui ne représentent, a-t-il assuré, « ni les vues du gouvernement ni celles de la majorité des Australiens ».

Si l'a fait peu de promesses, le premier ministre japonais a du moins fait un geste significatif et courageux en doublant les importations de bœuf australien, un marché de 1 milliard de dollars pour l'Australie.

Il est un autre domaine sensible et délicat qui tient à cœur du gouvernement japonais : celui de la défense. Les routes commerciales doivent, elles aussi, être protégées. Le Japon a déjà annoncé qu'il fournirait d'ici à 1992 une assistance financière record de 50 milliards de dollars pour les Etats de la région, y compris la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Fidji, dont les souverainetés répétés inquiètent tant l'Australie que le Japon. Mais comment faire pour que les Japonais augmentent leur participation à la défense de la région sans pour autant devenir une puissance militaire trop encombrante ?

Les vieux démons ont la vie dure, de nombreux Australiens ayant survécu à la dernière guerre mondiale se souviennent de la tentative d'invasion japonaise en Australie, il y a quarante ans. La patience est une vertu japonaise, dit-on, une description totale et réciprocité en demandant sans doute beaucoup.

JOËLLE ANDREOLI

La conférence des pays de l'ASEAN à Bangkok

## Le processus de règlement politique au Cambodge avance à petits pas

BANGKOK de notre envoyé spécial

La négociation d'un règlement cambodgien doit reprendre, fin juillet, à Java et, pour la première fois depuis le début de leur intervention militaire en 1978, les Vietnamiens rencontreront les représentants de la résistance khmère. En dehors de ce pronostic, avancé avec encore quelques précautions, l'équation cambodgienne demeure assez complexe pour que personne ne parie sur un aboutissement rapide de négociations qui relèvent encore de la partie d'échecs. C'est du moins l'impression que donnent les discussions dont Bangkok est le théâtre depuis le début de la semaine.

La capitale thaïlandaise a accueilli, les lundi 4 et mardi 5 juillet, une conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, l'association des nations non communistes de l'Asie du Sud-Est qui regroupe Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Mardi soir, ces ministres se sont entretenus avec le prince Sihanouk avant de rencontrer, d'ici à la fin de la semaine, leurs principaux partenaires, les Américains, les Japonais, la CEE, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Tout ce monde soutient le prince Sihanouk et approuve la « résolution informelle » prévue à Bogor le 23 juillet, entre les dirigeants de la résistance khmère — y compris M. Khieu Samphan, pour les Khmers rouges, — le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, et le vice-premier ministre vietnamien, M. Nguyen Co Thach. Personne ne sait encore ce qui pourra en résulter, mais, de l'avis général, il s'agit d'un pas dans la bonne direction » et le premier ministre thaïlandais, le général Prem Tinsulanonda, a tenu le ton en déclarant que « l'occasion d'une paix réelle au Cambodge et en Asie du Sud-Est est à portée de main ».

### Le souhait des Soviétiques

En d'autres termes, les initiatives du prince Sihanouk, depuis mai 1987, ont déjà, dans un premier temps, fait avancer le dossier, notamment en débouchant sur ses deux rencontres en France, en décembre et en janvier, avec M. Hun Sen. L'effet algerien a pris, en quelque sorte, le relais puisque les Vietnamiens, qui s'étaient déjà engagés à retirer leurs troupes du Cambodge en 1990 au plus tard, affirment qu'ils accélèrent le mouvement en rapatriant la moitié de leur contingent dès cette année.

Ces événements ont amené les Thaïlandais — plus que les Chinois — à se montrer moins intransigeants. Après avoir reconquis M. Gorbatchev à Moscou, à la mi-mai, le gé-

ral Prem s'est convaincu que les Soviétiques souhaitent sincèrement un règlement. Le sentiment que des discussions sérieuses pourraient s'amorcer s'est renforcé, ici, un mois plus tard, à l'issue de la visite de M. Nguyen Co Thach, qui s'est déroulée dans un climat plus favorable que prévu.

Entre-temps, si l'on en croit des sources sérieuses, les troupes vietnamiennes ont évacué l'ouest du Cambodge, abandonnant aux soldats de Phnom-Penh la surveillance des couloirs d'infiltration à partir de la Thaïlande, d'une résistance dont l'élément le plus dynamique est formé par les Khmers rouges qui traitent mille Khmers rouges. Les Vietnamiens ne contrôleront plus eux-mêmes qu'un secteur qu'ils considèrent comme vital, celui des « trois frontières » (Laos, Thaïlande et Cambodge). Hanôï a, en outre, retiré de Phnom-Penh un grand nombre de conseillers civils.

Mais, pour l'instant, toujours selon les mêmes sources, de nombreuses unités vietnamiennes ne se sont repliées que sur l'est du Cambodge, entre le Mékong et la frontière cambodgienne. Leur QG se trouverait à Cu-Chi, du côté vietnamien de cette frontière, à la hauteur de Ho-Chi-Minh-Ville. Autrement dit, on assisterait à une réédition de ce que les Vietnamiens ont fait, voilà

quelques mois, au Laos : une réduction très substantielle de troupes et un repli sur les régions frontalières du Vietnam — celles du « glacis stratégique » — des unités demeurées sur place.

Selon les premières informations — qu'il faut accueillir encore avec prudence — les Khmers rouges profiteraient déjà de l'appel d'air ainsi créé dans l'ouest du Cambodge, où ils stockent, depuis des mois, armes et munitions. Plutôt que d'en découler avec les soldats ou miliciens de Phnom-Penh, ils y auraient déjà lancé une campagne contre le prince Sihanouk et ses partisans regroupés au sein de l'ANS (Armée nationale sihanoukiste, une guérilla de moindre envergure).

Ces récents développements sur le terrain expliquent l'importance que le prince Sihanouk — même quand il a failli dire le contraire, mardi soir, dans un discours distribué à la presse mais qu'il n'a pas prononcé — attache à l'intervention d'une force multinationale de paix. Il ne veut pas paraitre une partition déguisée de son pays, les Khmers rouges à l'ouest et des éléments pro-vietnamiens à l'est. Il n'entend pas davantage livrer, de nouveau, son pays aux communistes à l'occasion d'un accord entre Khmers rouges des deux bords : la guérilla actuelle et le noyau dur du régime de Phnom-Penh, formé de dissidents.

L'intervention d'une force multinationale — une idée peu populaire à Hanôï et rejetée par M. Hun Sen — aurait pour objet de tenir à égale distance Khmers rouges et Vietnamiens.

Pour toutes ces raisons — même quand la dynamique de paix est incontestable — les choses n'avancent qu'à petits pas. Les Vietnamiens demandent à leurs adversaires de lever l'hypothèque khmère rouge. Ces derniers se gardent bien de le faire, car c'est leur atout maître, et ils ont l'intention de l'abattre au moment opportun. La méfiance subsiste de part et d'autre. Chaque camp veut encore accumuler les gains. Le jeu reste donc ouvert.

La partie va reprendre en Indonésie à la fin du mois, en présence des Laotiens et de représentants de l'ASEAN. Mais les premiers concernés — les Vietnamiens, M. Hun Sen, les Khmers rouges et le prince Sihanouk — envisagent ce rendez-vous sans grand enthousiasme, comme s'il s'agissait d'une concession à la conjoncture. Personne ne doute, ici, qu'un règlement soit possible, mais chacun pense qu'il ne se fera pas du jour au lendemain. Dans l'immédiat, la logique voudrait même plutôt que les enchevêtrements d'un cran avant le « cocktail » de Bogor.

JEAN-CLAUDE POMONTI

L'afflux continu des « boat people »

## Les pays d'accueil perdent patience

BANGKOK de notre envoyé spécial

Confrontés à un afflux continu de réfugiés indochinois — notamment de « boat people » vietnamiens — les Etats non communistes de la région durcissent leur attitude et demandent, entre autres mesures, la convocation, sous l'égide de l'ONU, d'une conférence internationale du type de celle qui avait déjà eu lieu en 1979. « Trois ans après la fin de la guerre du Vietnam, on ne s'est toujours pas vraiment attaqué aux racines du problème », et « des stratégies plus nouvelles et plus efficaces doivent être développées » pour y faire face, déclare le communiqué publié, le mardi 5 juillet, à l'issue de la conférence des ministres de l'ASEAN à Bangkok.

Le HCR — Haut Commissariat pour les réfugiés de l'ONU — a calculé qu'il y avait un million de demi-Indochinois ont cherché refuge depuis 1975 dans les pays voisins. A l'exception de la Chine, ces derniers n'ont offert que le transit vers des pays d'asile définitif. Plus d'un million de gens ont ainsi été réinstallés hors de la région dans plus de trente pays, pour l'essentiel occidentaux. Mais ces derniers se ferment de plus en plus et, en Thaïlande, plus de cent douze mille demandeurs d'asile

indochinois sont actuellement en attente dans des camps. Ce chiffre ne tient pas compte, en outre, des quelques trois cent mille Cambodgiens considérés comme des « non-personnes », éparpillés dans des camps à proximité de la frontière avec leur pays.

Cet afflux ne semble pas se tarir. En 1987, on a dénombré près de trente-trois mille nouveaux réfugiés indochinois, dont plus de vingt-huit mille « boat people » vietnamiens.

### « Immigrants illégaux »

Pour la première fois depuis 1981, le nombre des arrivées a diminué, mais celui des départs vers les pays d'accueil définitif, il dépasse également — et de loin — le nombre des départs légaux du Vietnam — treize mille — dans le cadre d'un programme mis au point avec la collaboration du HCR. Le nombre des « boat people » a encore augmenté pendant les quatre premiers mois de 1988 : plus de dix mille d'entre eux ont gagné Hong-Kong, la Thaïlande ou la Malaisie.

Au début de l'année, les Thaïlandais ont, pendant plusieurs semaines, refusé ces réfugiés de la mer. Depuis, les nouveaux venus sont expédiés dans un camp sur la frontière cambodgienne et n'ont pas le droit, pour

l'instant, d'être candidats à une réinstallation ailleurs. La Malaisie, de son côté, menace de fermer le camp de Pulau-Bidong, une petite île sur sa côte orientale, où sont regroupés les « boat people ». Plus récemment, Hongkong a décidé de considérer les réfugiés vietnamiens de la mer comme des « immigrants illégaux » et de n'accorder le statut de réfugiés qu'à ceux qui peuvent prouver qu'ils ne sont pas des réfugiés économiques, fuyant notamment la disette qui sévit dans le nord du Vietnam.

Pendant de plus en plus patience, les Etats de l'ASEAN demandent maintenant à la communauté internationale un effort supplémentaire pour les aider « à partager le fardeau » et que des pressions soient exercées sur le Vietnam pour que soit renforcé le programme des départs légaux et que Hanôï prévienne les départs illégaux. Ils souhaitent également qu'un cadre pour les réfugiés indochinois, géré par le HCR, soit aménagé en dehors de la région. Ils ne voient pas pourquoi le flot de « boat people » se tarirait ; la moitié des familles de l'ancienne Saïgon ont des parents à l'étranger, et 675 000 personnes, au Vietnam, répondent aux critères actuels d'immigration des Etats-Unis.

J.-C. P.

## Les ministres algériens et marocains étudient des possibilités de coopération

Les ministres algérien et marocain de l'énergie, MM. Mohamed Fetzah et Belkacem Nabi ont présidé, le mardi 5 juillet à Oujda (Maroc), la cérémonie de rattachement des lignes électriques entre les deux pays. Ils ont profité de cette occasion pour évoquer les possibilités de coopération en matière énergétique. Ils sont convenus d'organiser des réunions d'experts en vue d'examiner notamment les modalités de « création de gazoducs pour le gaz liquéfié à travers le territoire marocain ».

De son côté, le ministre algérien de l'intérieur, M. Hédi Khédiri, est arrivé, mardi, à Rabat. Cette visite s'inscrit dans le cadre des retrouvailles algéro-marocaines, qui se sont concrétisées par le rétablissement, le 13 mai dernier, des relations diplomatiques puis la réouverture, mardi, d'une partie de la frontière algéro-marocaine. Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Ibrahim, a, d'autre part, quitté Alger, mardi, pour une tournée européenne qui le conduira en Espagne, puis en Italie. Il était porteur d'un message du chef de l'Etat, M. Bendjedid Chadli, au président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, qui pourrait se rendre en visite officielle en Algérie à l'automne prochain. — (AFP)

## Visites de travail de M<sup>me</sup> Mitterrand en Afrique centrale

M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de la fondation Franco-Libertés, est arrivée, le mardi 5 juillet, à Brazzaville, pour une visite de travail de trente-six heures au Congo, où elle aura de nombreux contacts avec des responsables congolais de la santé et des affaires sociales. M<sup>me</sup> Mitterrand est venue apporter un « soutien matériel et logistique » aux équipes qui travaillent sur le SIDA. Elle doit notamment remettre un don de cinquante mille seringue et un chèque d'environ 400 000 F (20 millions de francs CFA). Après son séjour au Congo, M<sup>me</sup> Mitterrand effectuera au Zaïre et en République centrafricaine deux missions également consacrées à témoigner de la solidarité des pays du Nord avec l'Afrique dans la lutte contre le SIDA. — (AFP)

## Attentat à Kaboul : sept morts

Sept personnes ont trouvé la mort et vingt-six autres ont été blessées, mercredi matin 6 juillet à Kaboul, dans l'explosion d'une voiture piégée, a annoncé l'agence Tass, citant l'agence officielle afghane. Le véhicule, qui contenait 700 kilogrammes d'explosifs, a sauté dans un des marchés centraux de la capitale afghane. L'attentat, selon Tass, a été perpétré par des « extrémistes », nom donné traditionnellement aux moudjahidins. — (AFP)

## Une réponse du Quai d'Orsay à l'agence Tass

### « Il n'y a pas de conseillers militaires français en Afghanistan »

Le ministère français des affaires étrangères n'a pas connaissance de la présence de conseillers militaires français auprès des moudjahidins en Afghanistan, a indiqué, le mardi 5 juillet, un porte-parole du Quai d'Orsay. L'agence Tass avait affirmé que des conseillers français et égyptiens participaient à la formation militaire de moudjahidins afghans dans un camp d'entraînement du Parti islamique d'Afghanistan installé récemment dans la région de Khost, dans l'est du pays. Le porte-parole a fait remarquer que l'agence Tass avait déjà plusieurs fois diffusé de semblables informations, alors que seuls s'étaient trouvés parfois sur le terrain des Français membres d'organisations non gouvernementales humanitaires ou caritatives, travaillant auprès des populations réfugiées ou des moudjahidins. Après avoir décrit une série d'actions menées ces derniers temps par les moudjahidins antigouvernementaux, l'agence soviétique avait

ajouté : « La situation reste tendue sur les plans militaire et politique dans la province de Fariab », frontalière avec l'Iran, où, selon elle, trois conseillers iraniens sont arrivés récemment. Plus d'une quarantaine de personnes ont été tuées, « rien qu'au cours de ces cinq derniers jours », par des tirs de la résistance afghane contre soixante-sept localités, a encore affirmé Tass sans préciser dans quelles régions.

Dans la province de Ghazni (sud du pays), le principal commandant moudjahidin de la région, Fazalur Rehman (appartenant au Hezbe Islami de Gulbuddin Hekmatyar) aurait été tué récemment par l'armée afghane au cours d'un affrontement. Radio-Kaboul a affirmé, mardi, que Fazalur Rehman s'employait depuis de nombreuses années « à piller et à tuer les gens de Ghazni ».

Toujours sur le terrain, selon des diplomates occidentaux à Islamabad, la ville de Maidan-Shahr (à 30 kilomètres au sud-ouest de

Kaboul) aurait été gravement endommagée par des bombardements soviétiques destinés, selon l'AFP, à punir ses habitants d'avoir aidé les rebelles. Les moudjahidins avaient pris le contrôle de cette ville stratégique pendant environ vingt-quatre heures le 23 juin, après d'âpres combats contre l'armée afghane.

MARIN KARMITZ présente



BURT LANCASTER  
SUSAN SARANDON  
MICHEL PICCOLI

LOUIS MALLE  
ATLANTIC CITY

## BIBLIOGRAPHIE

Diplomatique et outil militaire  
Jean Doise et Maurice Vaïsse

## Conflits d'Etats

Le conflit d'Etat est un phénomène complexe qui se situe à la limite de la diplomatie et de la guerre. Il implique des relations internationales et des enjeux de puissance. Les auteurs analysent les mécanismes de ces conflits et les outils militaires qui y sont liés. Ils soulignent l'importance de la diplomatie dans la gestion de ces crises et l'impact des armements sur les relations internationales. Le livre propose une réflexion approfondie sur les causes et les conséquences de ces conflits, ainsi que sur les moyens de les prévenir et de les résoudre.

Le monde de l'audiovisuel

Le monde de la télévision

Le monde de la radio

Le monde de la presse

Le monde de la culture

Le monde de la politique

Le monde de la science

Le monde de la sport

Le monde de la mode

Le monde de la cuisine

Le monde de la santé

Le monde de la religion

Le monde de la philosophie

Le monde de la psychologie

Le monde de la sociologie

Le monde de l'économie

Le monde de la géographie

Le monde de l'histoire

Le monde de l'art

Le monde de la littérature

Le monde de la musique

Le monde de la danse

Le monde de la peinture

Le monde de la sculpture

Le monde de l'architecture

Le monde de l'urbanisme

Le monde de l'écologie

Le monde de l'environnement

Le monde de la technologie

Le monde de l'innovation

Le monde de la recherche

Le monde de l'éducation

Le monde de la formation

Le monde de la culture

Le monde de la langue

Le monde de la littérature

Le monde de la philosophie

Le monde de la psychologie

Le monde de la sociologie

Le monde de l'économie

Le monde de la géographie

Le monde de l'histoire

Le monde de l'art

Le monde de la littérature

Le monde de la musique

Le monde de la danse

Le monde de la peinture

Le monde de la sculpture

Le monde de l'architecture

Le monde de l'urbanisme

Le monde de l'écologie

Le monde de l'environnement

Le monde de la technologie

Le monde de l'innovation

Le monde de la recherche

Le monde de l'éducation

Le monde de la formation

# Proche-Orient

## Après la destruction de l'Airbus d'Iran Air

- A Téhéran, M. Rafsanjani met en garde contre tout acte de vengeance prématuré
- A Washington, le président Reagan présente ses excuses et estime l'« affaire close »

L'Iran a demandé, le mardi 5 juillet, une réunion urgente du Conseil de sécurité des Nations unies pour examiner l'affaire de l'Airbus iranien, abattu dimanche, avec deux cent quatre-vingt-dix personnes à bord par un navire de guerre américain dans le détroit d'Ormuz. C'est la première fois, depuis le début de la guerre Iran-Irak, que le gouvernement de Téhéran saisit officiellement le Conseil de sécurité, dont il contestait jusqu'ici l'impartialité en raison de ses prises de position excessives sur le conflit depuis 1981, jugées par les dirigeants iraniens comme favorables à l'Irak.

En annonçant cette démarche au cours d'une conférence de presse, l'ambassadeur iranien à l'ONU, M. Mohammad Jafar Mahallati, a précisé dans sa requête que cette affaire constituait un « problème séparé » devant être examiné par les membres du Conseil « indépendamment des autres aspects » du conflit Iran-Irak. Il a ajouté qu'il avait obtenu sur ce point l'accord du président du Conseil de sécurité, M. Paulo Nogueira-Baptista (Brésil). Il a indiqué que le versement à l'Iran de compensations financières était une question secondaire. Il a en revanche précisé que l'Iran souhaitait le retrait des forces américaines du Golfe et le respect par Washington d'une neutralité réelle à l'égard des belligérants.

Le diplomate iranien est resté très ambigu sur d'éventuelles représailles de l'Iran contre les Etats-Unis. « Tout acte de terrorisme devrait être puni », a-t-il dit, en ajoutant que l'Iran prendrait toutes les mesures nécessaires pour protéger sa population.

L'hojatoleslam Rafsanjani, le nouveau commandant en chef par intérim de l'armée, sortant de son ministère (le Monde du 6 juillet), a

invité mardi ses compatriotes à ne pas réagir trop vite et maladroitement à la destruction de l'Airbus. S'adressant aux députés du Majlis, il a préconisé la prudence. « Il est fort probable qu'aujourd'hui les attentats de notre part ont une réaction maladroite quelque part dans le monde pour atténuer la pression internationale qui s'exerce actuellement sur les Etats-Unis. C'est le moment de l'examen pour toute la communauté internationale, et pour nous c'est une occasion pour dénoncer la nature des Etats-Unis ».

L'Iran, a-t-il poursuivi, attend « la réaction, face à ce crime, du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres instances internationales qui se proclament humanistes ».

« La lutte ininterrompue »

Le président du Majlis a rappelé cependant que l'Iran se réservait le droit de venger la mort des deux cent quatre-vingt-dix occupants de l'Airbus. « Nous ne pouvons nous permettre de renoncer à la vengeance, mais le choix du moment ne dépend que de nous », a-t-il dit. Appuyant, le Majlis avait adopté un projet de loi donnant la priorité à « la lutte ininterrompue » contre l'oppression des Etats-Unis et à la poursuite de la guerre contre l'Irak. Le texte voté à cette occasion affirme : « La lutte ininterrompue et l'oppression, à la tête de laquelle se trouve le grand Satan, les Etats-Unis, et la guerre contre l'Irak jusqu'à la victoire totale sont désormais considérées comme la stratégie prioritaire de la République islamique ».

A Washington, la Maison Blanche a réagi, mardi, que le gouverne-

ment américain avait transmis dimanche à l'Iran un message exprimant « ses profonds regrets », à la suite des pertes en vies humaines dans l'Airbus abattu. Ce message a été transmis par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse à Téhéran. Le président Reagan, pour sa part, a estimé devant la presse qu'il s'était suffisamment excusé auprès de l'Iran et que l'« incident » était « clos ».

Le problème des indemnités

Le président Reagan a précisé que l'un des motifs de l'enquête ouverte par la marine était de déterminer si les Etats-Unis devaient dédommager les familles des victimes de la catastrophe. Certains parlementaires soutiennent cette position, mais d'autres membres du Congrès, comme le sénateur républicain de l'Etat de Virginie John Warner, membre de la commission de la défense, estiment que la question de l'indemnisation ne devrait pas être discutée.

Thomson Downey, représentant démocrate de New-York et membre de la commission des forces armées, s'est quant à lui déclaré hostile à tout de hâte en disant aux journalistes : « Avant de commencer à parler de dédommagement, tous les otages américains (détenus au Liban par des groupes pro-iraniens) devraient être libérés ».

Mardi soir, un interlocuteur anonyme affirmait parler au nom du Djihad islamique avait menacé à Beyrouth de tuer un otage américain pour venger les « martyrs » de l'Airbus. Mais le délai fixé — 17 heures GMT — est passé, et rien ne laisse penser que l'assassinat ait effectivement eu lieu. La menace n'avait pas été d'ailleurs prise au sérieux par les observateurs, car le

Djihad islamique a toujours proféré ses menaces dans des communiqués dactylographiés accompagnés de la photo d'un de ses otages.

Sur les lieux de la tragédie de dimanche, dans le détroit d'Ormuz, où la situation était calme et le trafic pétrolier normal, la marine iranienne a poursuivi mardi ses recherches pour retrouver la « boîte noire » de l'Airbus et les corps des gens, dont plus de deux cents ont jusqu'à présent été repêchés.

En dépit de ce calme, une certaine inquiétude était perceptible dans les capitales arabes du Golfe concernant les suites possibles de cette affaire. Le roi Fahd, d'Arabie saoudite, a ainsi lancé un message appelant à la « vigilance », soulignant la nécessité, pour les pays de la région qui n'ont pas condamné les Etats-Unis, « d'être prêts » à faire face à n'importe quelle éventualité subite.

Les relations franco-iraniennes

A Téhéran, le nouvel ambassadeur de France en Iran, M. Christian Graeff, a transmis au chef de l'Etat iranien, l'hojatoleslam Ali Khamenei, les condoléances de M. François Mitterrand, lors de la cérémonie de la présentation de ses lettres de créances. Au cours d'une brève allocution, il a souhaité qu'« une solution raisonnable et durable puisse mettre fin aux troubles dans la région ». Pour sa part, le président Khamenei, évoquant la guerre Iran-Irak et ses « effets sur les relations franco-iraniennes », a exprimé le vœu que ces « relations amicales entre la France et l'Iran se développent en une alliance entre les deux pays ». — (AFP, Reuters, AP.)

## « Ami ou ennemi » ?

Une commission d'enquête militaire américaine, conduite par l'amiral William Fogarty, est arrivée, le mardi 5 juillet à Bahrein, pour tenter d'éclaircir dans quelles conditions le croiseur lance-missiles Vincennes a pu abattre par erreur un Airbus A-300 de la compagnie Iran Air surséjour du détroit d'Ormuz.

Les contradictions s'accroissent sur les caractéristiques du vol de cet Airbus. Tout d'abord, les Américains ne sont pas d'accord entre eux sur la localisation et l'altitude de l'avion. Plusieurs hauts responsables militaires avaient expliqué la méprise du commandant du Vincennes par le fait que l'Airbus se trouvait en dehors du couloir aérien normal entre Bandar-Abbas et Doubaï et qu'il descendait vers le navire de guerre, ce qui pouvait laisser supposer qu'il s'agissait d'un avion militaire F-14 en train d'attaquer.

Or M. Les Aspin, président de la commission militaire de la Chambre des représentants des Etats-Unis, a estimé que l'avion n'avait jamais quitté le couloir aérien. Certes, il avait dévié de 6,5 km, mais comme le couloir était large de 7,7 km (37 km selon d'autres versions), ne simple correction de cette trajectoire l'aurait ramené dans le droit chemin... et dans l'axe du Vincennes. D'autre part, selon le Washington Post, les enregistrements radar d'une autre frégate américaine, le Sides, présente dans les parages, confirment que l'Airbus continuait de monter au moment où il a été abattu.

La polémique s'est déplacée sur un autre plan. Le porte-parole du Pentagone, M. Dan Howard, a

rappelé mardi que deux messages radio avaient été envoyés par deux bâtiments américains à l'équipage de l'Airbus pour lui demander de s'identifier et que celui-ci n'avait pas répondu. M. Howard a ajouté que l'avion avait bien envoyé des signaux électroniques IFF (transpondeur permettant d'identifier l'ami ou l'ennemi), mais d'une façon qui l'avait fait confondre avec un avion de combat. L'IFF peut fonctionner en mode 2 ou 3. « L'Airbus a émis des signaux dans les deux modes, a-t-il affirmé. Les avions de ligne n'utilisent pas le mode 2, qui nécessite un équipement spécial ». De plus, les signaux ainsi captés auraient été identiques à ceux qu'émettent les chasseurs-bombardiers iraniens F-14.

Au cours d'une conférence de presse réunie à Londres, un pilote d'Iran Air, M. Maseoud Razzavi, a contredit ces informations. Selon lui, le commandant de bord de l'Airbus abattu « n'avait aucune raison d'utiliser le mode 2 » de la procédure d'identification IFF, et il employait un code civil de transmission donné avant le décollage par le contrôle aérien de Doubaï. Un autre pilote, M. Mehroujen Charbi, chargé des questions de sécurité auprès du gouvernement de Téhéran, a annoncé que le contenu des deux « boîtes noires » de l'Airbus serait rendu public dès que celles-ci auraient été retrouvées et analysées. Il a déclaré que son gouvernement était prêt à collaborer avec toutes les organisations internationales désireuses de l'aider à éclaircir les circonstances de cette tragédie.

## Le siège du camp palestinien de Borj-Barajneh

### La Libye retire ses observateurs pour marquer l'échec de sa médiation

BEYROUTH de notre correspondant

La Libye a retiré le mardi 5 juillet ses observateurs qui faisaient fonction d'observateurs entre les belligérants du camp palestinien de Borj-Barajneh, pour protester contre la poursuite des affrontements entre factions palestiniennes rivales.

Ainsi, le scénario qui a abouti, la semaine dernière, à la chute du camp de Chatila semble se reproduire à Borj-Barajneh. Les anti-arafistes du colonel Abou Moussa resserrent l'état autour du camp, s'appuyant sur les forces de l'armée syrienne qui, depuis son entrée dans la banlieue sud en juin, encercle le camp, sans toutefois participer aux combats. C'est ainsi que les Palestiniens pro-syriens se sont installés sur deux positions, à la lisière de Borj-Barajneh, du côté du boulevard de l'aéroport, au cours des dernières vingt-quatre heures. En même temps, le camp est soumis à un pilonnage d'artillerie plus ou moins intense. Bilan de la journée de mardi : trois morts et douze blessés.

Lentement mais sûrement, la défense s'effondre, le processus étant parfois freiné par des interventions arabes qui le ralentissent, en provoquant des temps de pause.

N'obtenant même pas ce résultat et dépités de servir finalement de faux témoins, les Libyens se sont retirés sur Damas « pour protester contre la violation des accords sur l'arrêt des combats entre les Palestiniens », souligne l'agence libyenne Jana qui ajoute : « Un complot se trame auquel la Libye ne veut pas participer ».

Les anti-arafistes ont annoncé, depuis Damas, le ralliement, mardi, de cinquante combattants parisiens du chef de l'O.L.P. Ce que le chef militaire arafiste de Borj-Barajneh, le commandant Ryad Abou Ayyane, a démenti, attribuant la diffusion de l'information « à une campagne psychologique destinée à saper le moral des défenseurs du camp ». Ses habitants

## Le procès de Mohamed Hamadé en RFA

### Sous le regard des hezbollahs et de l'Amérique

Le procès du chite libanais Mohamed Hamadé, qui s'est ouvert le mardi 5 juillet à Francfort, a été ajourné dès la fin de la première journée. Il devait reprendre le 6 juillet. Le juge a pris cette décision afin de permettre à la Cour d'examiner les différentes requêtes présentées par la défense. Mohamed Hamadé est accusé de diverses opérations terroristes, notamment, avoir participé au détournement en août 1985 d'un Boeing-727 de la compagnie américaine TWA entre Athènes et Rome.

FRANCFORT de notre envoyé spécial

Le visage glabre, simplement vêtu d'un pantalon et d'une chemise de toile bleue, Mohamed Ali Hamadé a fait, mardi 5 juillet, son entrée dans le box des accusés de la cour d'assises des mineurs de Francfort-sur-le-Main.

Le décor sent encore la peinture fraîche. Le public et les journalistes sont séparés de la salle d'audience par un vitrage à l'épreuve des balles. Avant de pénétrer dans la salle — une cantine de la prison de Prunghenheim, transformée pour l'occasion, — les observateurs de ce procès sont obligés de se soumettre à une double fouille. Ces mesures de sécurité exceptionnelles — l'ensemble a coûté à la justice west-allemande l'équivalent de 45 millions de francs — s'évoquent qu'un seul précedent en RFA : le procès des dirigeants de la « bande à Baader » (fraction armée rouge, RAF), en 1975 à la prison de Stammheim.

Le président du tribunal, M. Müllerberger, choisi pour sa placidité et son aptitude à mener les débats d'une main ferme, sait, en entrant dans cette salle d'audience peu ordinaire, qu'il va passer de longues heures dans ces lieux. Les audiences sont programmées, annonce-t-il d'emblée, « jusqu'au 14 décembre ». Mais rien ne dit que le procès sera terminé à cette date. « Nous avons tout notre temps pour

## Le siège du camp palestinien de Borj-Barajneh

### La Libye retire ses observateurs pour marquer l'échec de sa médiation

avaient été appelés par mégaphone à se rendre avant 17 heures, mardi, avec garantie d'impunité. Une cinquantaine de personnes sont effectivement sorties du camp ; notamment des jeunes gens, mais aussi des femmes et des enfants.

Damas a marqué aussi un point politique de plus, en obtenant que les deux principaux partis de la gauche libanaise (le PS de M. Walid Joumblat et le Parti communiste) condamnent « la ligne déviante » de M. Arafat et sa politique anti-syrienne, alors qu'ils avaient adopté jusqu'à une attitude de neutralité, favorable, de facto, au chef de l'O.L.P.

LUCIEN GEORGE.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola De nouvelles conversations quadripartites

Les prochaines conversations quadripartites (Afrique du Sud, Angola, Cuba et Etats-Unis) sur l'Angola et la Namibie auront lieu aux Etats-Unis, probablement à New-York, les 11 et 12 juillet, vient de confirmer le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha. La délégation sud-africaine à ces conversations sera dirigée par le directeur général des affaires étrangères, M. Neil van Heerden, et le chef des forces armées, le général Jannie Geldenhuys. Les conversations sur l'Angola et la Namibie ont eu lieu d'abord les 3 et 4 mai à Londres (négociations quadripartites) puis le 13 mai à Brazzaville (entre l'Afrique du Sud et l'Angola seulement) et les 24 et 25 mai au Caire (négociations quadripartites). — (AFP.)

● NAMIBIE : attentat à Windhoek. — Au moins dix-neuf personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe, le mercredi 6 juillet, dans un magasin de la banlieue de Windhoek, a indiqué un porte-parole de la police dans la capitale namibienne. Le porte-parole a précisé que quatre blessés étaient dans un état critique mais que l'explosion, qui s'est produite vers 10 h 10 locales (8 h 10 GMT), n'avait pas fait de morts. — (AFP.)

● PAKISTAN : cinq Palestiniens condamnés à mort. — Cinq Palestiniens ont été condamnés à mort le mercredi 6 juillet au Pakistan pour le détournement en septembre 1986 d'un Boeing 747 de la compagnie américaine Pan Am sur l'aéroport de Karachi. Vingt-deux des trois cent quatre-vingt-dix passagers et membres d'équipage bord de l'appareil avaient été tués.

● M. Dumas à Londres. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a eu, le mardi 5 juillet à Londres, quatre heures d'entretiens avec son collègue britannique, Sir Geoffrey Howe. Il s'agit de l'entretien « le plus substantiel » entre les deux ministres depuis le retour de M. Dumas au Quai d'Orsay, a-t-on indiqué de source britannique.

## Le procès de Mohamed Hamadé en RFA

### Sous le regard des hezbollahs et de l'Amérique

parvenir à la manifestation de la vérité », ajoute-t-il.

L'accusé et ses cinq défenseurs, commis d'office, se sont employés, dans les premières heures de ce procès, à tenter, par des artifices de procédure, de retarder le moment de la lecture de la liste des faits et des crimes reprochés à Hamadé : des requêtes, en suscription légitime contre l'interprète, un juge suppléant, un expert commis par la cour furent rejetés par les juges. Mohamed Hamadé lui-même, en fin de compte, récusé l'un des avocats commis d'office, M. Stock, sans succès. Si bien que l'on put enfin en venir aux faits, du moins à la présentation de ceux-ci par l'accusation.

Mohamed Hamadé est accusé d'avoir « entre le mois d'août 1985 et le mois de janvier 1987 commis, sur le territoire allemand et celui d'autres pays, les crimes d'assassinat, de sévices corporels, de vol à main armée et les délits d'importation illégale d'explosifs et d'utilisation de faux papiers ». L'avocat général, parlant lentement pour laisser le temps de la traduction à un inculpé qui, à plusieurs reprises, manifeste une très bonne connaissance de l'allemand, passe alors aux détails. C'est l'odyssée effarante des cent quarante-trois passagers du vol Athènes-Rome de la TWA qui, le 13 août 1985, a été détourné par deux hommes vers l'aéroport de Beyrouth. Le jeune homme, aujourd'hui dans le box, a été reconnu par de nombreux témoins comme l'un des deux pirates de l'air.

Ce dernier, si l'on en croit l'une de ses avocates, M<sup>me</sup> Gotschalk-Sögel, va s'attacher à démontrer son innocence. La filiation du martyr des otages du détournement, égrenée d'une voix neutre par l'avocat général, a été plus impressionnante. Les passagers frappés à coup de crosses de revolvers, le tabassage en règle de deux soldats américains à l'aide d'un bras de fauteuil attaché au siège du commandant de bord, l'image enfin du marin américain Robert Stethem, exécuté d'une balle dans la nuque et jeté sur la piste de l'aéroport de Beyrouth.

La suite des aventures de Mohamed Hamadé, disparaissant à Alger

## Controverse sur l'âge de l'accusé

### Abbas, revenu en RFA, était lui-même arrêté quelque temps tard

Abbas, revenu en RFA, était lui-même arrêté quelque temps tard. Reconnu coupable de participation au rapt des deux Allemands, il était condamné au mois d'avril dernier à quatre ans d'emprisonnement. La justice américaine, qui réclamait l'extradition de Mohamed Hamadé, ne parvenait pas à ses fins. Le chantage aux otages avait payé. L'affaire présumée du détournement d'avion meurtrier serait jugée en Allemagne, malgré la grippe, ouvertement exprimée, de Washington.

Une nouvelle péripétie est venue s'ajouter à cet imbroglio judiciaire. Un acte de naissance — dont l'authenticité fera naturellement l'objet de controverses — venu de Beyrouth au cours de l'instruction fait naître Mohamed le 14 août 1964 ; or, selon la loi ouest-allemande, l'accusé n'ayant pas atteint sa majorité pénale lors de la préparation d'actes criminels, celui-ci ne peut être jugé que par une cour d'assises des mineurs. La peine dont il est passible pour les faits incriminés n'est pas, en principe, amenuisée mais la cour doit tenir compte de l'âge et de la maturité de l'accusé avant de prononcer sa sentence.

L'avocat allemand des parties civiles, prenant la parole pour une déclaration liminaire après la lecture de l'acte d'accusation, a chargé le sens de sa mission de défense : « Je suis ici pour défendre les droits moraux et matériels des victimes du détournement, a-t-il déclaré, mais aussi pour rappeler à la justice allemande qu'il s'agit là d'un singulier procès, le premier du genre en Allemagne fédérale où, pour des raisons d'opportunités politiques, on juge dans ce pays un homme accusé d'avoir commis des crimes sur un territoire non allemand, faisant des victimes américaines ». La cour était prévenue. Un regard sans complaisance passe sur elle : celui des hezbollahs de Beyrouth et celui de l'Amérique.

LUC ROSENZWEIG.

**Barnett**  
Chemisier Habilleur

**SOLDE**

TOUT SON STOCK  
AVANT TRAVAUX

OUVERT SANS INTERRUPTION  
DE 10 H A 19 HEURES

10, AV. VICTOR-HUGO, 16<sup>e</sup>

(Publicité)

**SYRIE-LIBAN : LA METHODE KANAAN**

Comment le général Ghazi Kanaan développe depuis cinq ans l'« ordre syrien », de Beyrouth à Zablé et de Tripoli à Baalbek.

Dans le numéro double de juillet-août d'ARABES en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

(Publicité)

**JOURNÉE DE RÉFLEXION A PROPOS DE LA CHARTE DE LA LIBERTÉ ET DES DROITS DE L'HOMME EN JAMAÏRIYA**

Organisée par  
La Représentation du congrès du peuple Arabe (R.C.P.A.)  
La Ligue africaine des droits de l'homme et des peuples  
La Conférence des avocats méditerranéens (C.A.M.)

Vendredi 8 juillet, à partir de 9 h 30 dans la salle de conférences du F.L.A.P., 30-36 rue Cambanis, 75014 Paris — Métro Glacière.

Cette annonce tient lieu d'invitation.

(Publicité)

**WARRA RAMA**

**MARINA TVEREVA**

Mythe et Réalité

10, AV. VICTOR-HUGO, 16<sup>e</sup>

# Europe

## Le Parlement autorise la publicité sur les chaînes de radio et de télévision privées

Le Parlement européen a autorisé la publicité sur les chaînes de radio et de télévision privées. Cette décision, prise le mardi 5 juillet, marque un tournant important dans la régulation des médias en Europe. Les députés ont voté à l'unanimité une résolution qui permet aux stations de radio et de télévision privées de diffuser des publicités commerciales, à condition qu'elles respectent certaines règles de transparence et de neutralité.

La mesure est considérée comme une victoire pour les médias privés, qui ont longtemps lutté contre l'interdiction de la publicité imposée par les gouvernements nationaux. Elle vise à favoriser la concurrence et à enrichir le paysage médiatique européen.

Les députés ont également insisté sur l'importance de garantir l'indépendance des médias et de protéger les consommateurs contre les abus de la publicité. Ils ont demandé que les autorités nationales de régulation des médias soient renforcées pour assurer le bon fonctionnement de ce nouveau régime.

Cette décision s'inscrit dans le cadre de la libéralisation des médias en Europe, un processus qui vise à ouvrir le marché européen à une concurrence plus libre et plus saine. Elle est attendue avec intérêt par les médias et les citoyens européens.

## Des victimes à Erevan

Des victimes à Erevan. Les affrontements entre factions armées dans la capitale arménienne ont causé de nombreuses victimes civiles. Les autorités locales ont appelé à la prudence et à la recherche d'une solution pacifique.

Les tensions politiques et militaires à Erevan ont atteint un niveau préoccupant. Des incidents de violence ont éclaté dans plusieurs quartiers de la ville, entraînant la mort de plusieurs personnes et de nombreuses blessures. Les habitants se sentent menacés et cherchent à fuir la ville.

Le gouvernement arménien a exprimé sa condamnation de ces actes de violence et a demandé que les responsables soient punis. Il a également lancé un appel à la modération et à la coopération entre toutes les forces politiques pour résoudre les problèmes du pays.

La communauté internationale a exprimé sa préoccupation et a offert son soutien à l'Arménie. Elle a appelé à une enquête indépendante sur les événements survenus à Erevan et à la mise en œuvre de mesures pour prévenir de telles tragédies à l'avenir.

**WARRA RAMA**

**MARINA TVEREVA**

Mythe et Réalité

10, AV. VICTOR-HUGO, 16<sup>e</sup>

# Europe

## DANEMARK : après de longues querelles politiques

### Le Parlement autorise la publicité sur les chaînes de radio et de télévision privées

COPENHAGUE  
de notre correspondante

Après Danemark, les stations de radio et de télévision locales ou privées, ont, comme dans le reste de l'Europe occidentale, poussé comme des champignons ces dernières années. Après des mois de controverses, elles ont obtenu le droit de faire appel à la publicité pour financer leurs activités. Ce fut, assorti de certaines restrictions, leur premier pas vers la liberté. Elles ont été autorisées à faire appel à la publicité sur les chaînes de radio et de télévision privées.

Ces nouvelles dispositions entrèrent en vigueur le 1<sup>er</sup> août pour les radios et le 1<sup>er</sup> mars 1989 pour les télévisions. Chaque station dont le budget sera excédentaire devra verser 10 % de ses bénéfices à un fonds, qui aidera, par le biais de subventions, les stations « déshéritées », c'est-à-dire celles qui refusent la publicité, ou qui ne pourront obtenir des contrats pour passer un minimum d'annonces. Les quotidiens nationaux et les journaux locaux pourront investir dans ces radios et télévisions.

Pendant de longues années, les milieux politiques danois, de gauche comme de droite, s'étaient opposés avec acharnement à l'introduction de la publicité dans l'audiovisuel, public ou privé. Mais, sous les pressions extérieures diverses (dans ce domaine, les autres pays nordiques ont nettement devancé le Danemark) et avec la multiplication des satellites, appelés à faire entrer la publicité dans tous les foyers, ils ont dû jeter le mou.

L'Etat a été le premier à donner l'exemple en décidant, il y a environ

deux ans, la création d'une seconde chaîne de télévision nationale, qui devrait pouvoir fonctionner à partir de l'automne prochain. Elle sera en partie financée par la publicité. Quant aux radios et aux télévisions locales privées, autorisées à émettre « à titre uniquement expérimental », elles essayaient de se débrouiller comme elles le pouvaient pour survivre. La plupart avaient recouru au bingo, aux loteries et tombolas, susceptibles de remplir leurs caisses.

Le plus grand succès remporté jusqu'ici par cette catégorie de stations revient à Kanal 2, qui n'a pas le droit d'émettre en dehors de la capitale et de sa banlieue. Grâce à un système de décodage inspiré du système français, cette station, en partie soutenue par des capitaux suédois, a vu grandir de façon insoupçonnée le nombre de ses abonnés.

Les sociaux-démocrates et l'extrême gauche avaient voté contre ces nouvelles dispositions, ce qui est assez surprenant. Ils ont eu effet local à treize stations de radio privées locales et six stations de télévision contrôlées uniquement par les syndicats. Au dernier congrès de la centrale syndicale, LO, qui compte un million deux cent mille membres, les délégués ont décidé d'allouer 20 millions de couronnes (18 millions de francs) au secteur audiovisuel de leur mouvement, qui est très étroitement lié au Parti social-démocrate. De surcroît, pour renforcer leur influence, ils ont créé une société pour l'audiovisuel, AEM Invest, qui a émis 40 millions de couronnes d'actions, vendues aux principaux syndicats dominés par le social-démocratie. Pour sa campagne aux élections générales de septembre 1987 et de mai 1988, la gauche avait pu s'appuyer sur ces moyens appréciables de propagande.

L'Etat a été le premier à donner l'exemple en décidant, il y a environ

CAMILLE OLSEN.

## Les troubles ethniques en URSS

### Des victimes à Erevan

(Suite de la première page.)

Depuis le début de la semaine, des rassemblements de masse se tiennent à nouveau autour de la place de l'Opéra. Mardi soir, selon des sources, entre cent cinquante mille et deux cent mille personnes s'étaient réunies pour marquer le jour anniversaire de la décision prise, selon eux, par Staline, en 1923, de rattacher la région, en majorité arménienne, du Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan.

Les grèves ont été déclenchées, selon les *Izvestia*, à l'appel du Comité arménien du mouvement Karabakh. Celui-ci a présenté cinq revendications. Il demande un règlement « sans délai » de la question du Haut-Karabakh, le retrait d'Erevan des forces armées dépendant du ministère de l'Intérieur. Il demande aussi que les procès de Soumagit (contre les auteurs présumés du massacre de fin février, ayant fait au moins trente-trois morts parmi les Arméniens) se déroulent entièrement sous la responsabilité du Soviet suprême.

Il réclame ensuite que toute la lumière soit faite sur une récente

affaire d'empoisonnement au gaz dans une usine textile d'Arménie, que des rumeurs attribuent à un acte criminel azerbaïdjanais. Enfin, les grévistes exigent « la fin du blocus imposé à la région du Haut-Karabakh » qui n'est plus reliée à l'Arménie que par voie aérienne, les routes situées en territoire azerbaïdjanais ayant été coupées.

A Moscou, l'académicien André Sakharov s'est déclaré déçu par les résultats de la conférence du PC soviétique relatifs au Haut-Karabakh, dont la population arménienne réclame le rattachement à l'Arménie. An chapitre des nationalités, la conférence s'est achevée en proposant la création d'un organisme gouvernemental chargé d'examiner ce dossier et les relations interethniques. « J'attendais davantage en tout cas et je voudrais davantage (...), le problème doit être réglé selon la Constitution et le désir du peuple arménien, qui est majoritaire dans cette région autonome. Espérons qu'il en sera ainsi », a-t-il déclaré dans une interview accordée à Radio-France et TF 1. — (AFP, Reuter.)

## TCHÉCOSLOVAQUIE :

M. Dubček demande un visa. — L'ancien dirigeant du PC tchécoslovaque, M. Alexander Dubček, limogé en 1968 après le printemps de Prague, a demandé un passeport afin d'aller recevoir à l'université de Bologne, en Italie, un doctorat honoris causa en sciences politiques. Le même doctorat a été octroyé au Sud-Africain Nelson Mandela, le leader emprisonné de l'ANC. — (Reuter.)

## BULGARIE : un évêque à

Sofia. — Le pape Jean-Paul II a nommé administrateur apostolique de Sofia Mgr Gheorgi Ivanov Jovov, actuellement curé de la paroisse de Dunavli-Zitnica. Agé de trente-huit ans, Mgr Jovov arrive à la tête d'un diocèse vacant depuis près de cinq ans, avec le titre d'administrateur apostolique ad interim. Mgr Jovov a été déclaré dans une interview accordée à Radio-France et TF 1. — (AFP.)

## OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?

Téléphonez d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si n'y figure pas : nous diffusions gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée que nous soumettons à nos clients.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

## MARIA RAZUMOVSKY

signera son livre paru aux éditions NOIR SUR BLANC

## MARINA TSVETAIEVA

Mythe et Réalité

Textes lus par Catherine Baugue élève d'Antoine Vitez le 7 juillet à 18 heures

Librairie-Galerie EFTE 7, rue de Bourgogne, 75007 Paris

# Amériques

## Cuba à l'heure de la « castroïka »

### La révolution banalisée

LA HAVANE  
de notre envoyé spécial

En fin 30 de sa révolution, Cuba occupe toujours sur la scène internationale une place de choix. Quel pays sous-développé, d'une surface égale au cinquième de la France et dont la population ne dépasse que légèrement les dix millions d'habitants, peut prétendre à une aussi forte présence ? La grande île des Caraïbes sait encore faire entendre sa voix. Pourtant l'image traditionnelle du « pays révolutionnaire exportateur de guérilleros » a bien changé.

Un récent exemple illustre cette évolution. Peu après l'enlèvement en Colombie du dirigeant conservateur Alvaro Gomez Hurtado à la fin du mois de mai, Fidel Castro a tenu à téléphoner au président colombien, M. Virgilio Barco, ainsi qu'à son prédécesseur, M. Belisario Betancur. Il leur assura non seulement que Cuba n'était pour rien dans cette opération, menée par un mouvement de guérilla dit « pro-castriote », mais proposa une aide éventuelle pour mettre fin à ce nouvel épisode tragique de la violence colombienne.

Dans la plupart des pays d'Amérique latine — exception faite des dictatures chiliennes et péruviennes — l'ancien mythe du « monstre cubain » n'a plus cours. La Brésil est le dernier pays à avoir renoué ses relations diplomatiques avec La Havane. Le président uruguayen Julio María Sanguinetti estimait pour sa part, dans ces colonnes, il y a tout juste un an, que « Cuba n'est plus aujourd'hui exportateur de révolution » (le Monde du 18 juin 1987). Il rappelait que des relations diplomatiques « normales » avaient été rétablies entre les deux pays. Pour beaucoup d'autres Etats du continent, une telle perspective ne paraît plus impensable.

En avril 1986, le président équatarien de l'époque, M. Fabraz Cordero, avait été le premier chef d'Etat conservateur de la région à être accueilli officiellement à La Havane. Son successeur, M. Borja — élu le 5 mai dernier — invite Fidel Castro à Quito pour les cérémonies d'investiture du mois d'août. Comme le souligne un observateur, « les problèmes de sa sécurité mis à part, le chef de l'Etat cubain soutient de plus en plus sa rendre à l'étranger et parcourir le monde — pas seulement socialiste — comme n'importe quel autre dirigeant politique ».

Depuis la guerre des Malouines, qui a renforcé une « conscience latino-américaine », et le retour à la démocratie de beaucoup de pays de la région, Cuba apparaît de plus en plus comme un partenaire acceptable. Les multiples erreurs politiques du grand voisin américain dans la région, qu'il s'agisse du Nicaragua ou du ridicule imbroglio panaméen, ont accéléré cette évolution. Dans le cas de Panama, Cuba joue sur le vif, sans son credo sur « l'impérialisme américain » trouve ici un exemple sur mesure. Les autorités de La Havane peuvent même s'offrir le luxe de ne soutenir le général Noriega que du bout des lèvres en insistant, comme le dit un haut fonctionnaire du ministère cubain des relations extérieures, sur le fait que « les qualités ou les défauts de l'homme n'ont rien à voir. Il s'agit avant tout de l'ingérence inacceptable de Washington sur une armée d'origine populaire attachée à défendre son indépendance et sa prochaine souveraineté sur la canal ».

En Amérique centrale, la réaffirmation évidente de l'appui au gouvernement sandiniste et aux guérilleros salvadoriens du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) n'empêche pas Cuba, comme le souligne un membre du comité central, « d'applaudir au dialogue au Nicaragua et de soutenir une solution comparable au Salvador en soulignant toutefois que les deux mouvements armés, la Contra (appuyée par Washington) et le FMLN, n'ont aucun point commun ».

## « Subventions » soviétiques

Ce que l'on pourrait considérer comme une recherche nouvelle de respectabilité de la part des autorités cubaines ne concerne pas seulement le sous-continent américain. En Afrique, où la présence cubaine a obtenu officiellement à plus de trente ans, l'évolution est aussi sensible. Les pourparlers quadripartites entre l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, l'Angola et Cuba semblent connaître de rapides progrès, même si, du point de vue de La Havane, la nécessité d'un compromis a plusieurs origines.

Le renforcement de la présence militaire cubaine en Angola, qui dépasserait actuellement cinquante mille hommes, a certes permis des succès sur le terrain. Mais cette présence, avec le coût des transports et de maintenance qu'elle implique, constitue un lourd fardeau. Même si l'armement provient d'Union soviétique et si le ravitaillement des troupes est assuré par les Angolais, l'accroissement important des forces cubaines reste à la charge de La Havane ; d'autant plus que le matériel sophistiqué envoyé sur place exige un entretien coûteux.

La mobilisation « internationaliste » de la population cubaine est cause de multiples difficultés. Elle est souvent synonyme de promotion pour les cadres, mais les « appels » ou les « sans grade » ne souhaitent qu'une chose : échapper à l'Angola. « Tous sont volontaires et fiers », affirme les autorités. Plus simplement, la population a créé un vocabulaire pour désigner cette « corvée » : c'est le travail volontaire... La presse a beau souligner le courage de ces « héros » et publier des témoignages enthousiastes, personne n'est dupe.

Un autre élément vient encore accroître le malaise, c'est le nombre des victimes. « Les familles sont privées personnellement du décès d'un proche » dit un observateur, « mais aucun bilan global n'est connu. Récemment — c'est exceptionnel — erreur, lorsque un avion cubain a été abattu par la DCA cubaine... »

Le défilé Est-Ouest et les exemples afghans et cambodgiens exercent une influence évidente. Même si les autorités cubaines « démentent catégoriquement une quelconque intervention soviétique » dans le dossier angolais, l'influence de l'URSS n'est sans doute pas étrangère aux progrès enregistrés ces derniers mois. Or les relations entre Moscou et La Havane, si elles sont qualifiées « d'excellentes » à Cuba, se développent dans un contexte sensiblement différent.

L'accord de coopération, reconduit à l'automne dernier entre les deux pays, permet toujours à Cuba de recevoir une aide d'environ 4 milliards de dollars par an. L'essentiel de ce

soutien relève de « subventions ». Moscou achète du sucre à un cours supérieur au marché mondial et cède du pétrole à un prix inférieur, le carburant non consommé par La Havane pouvant être revendu au prix fort. Mais les évolutions récentes en Union soviétique peuvent être à l'origine de nouveaux problèmes pour La Havane. La plus grande autonomie des entreprises soviétiques, par exemple, risque de rendre plus difficile les échanges entre les deux pays, Cuba n'ayant pas la réputation d'être un fournisseur exempt de critiques. La campagne de rectification engagée par La Havane, qui vise à rationaliser la production et à retrouver une certaine « efficacité économique », ne serait pas sans lien avec cette nouvelle nécessité imposée par le grand frère.

La présence soviétique est encore forte. L'ambassade d'URSS s'abrite dans l'un des bâtiments les plus imposants de la Havane, en forme de tour de centre d'aéroport. Selon des sources américaines, près de 10 000 soviétiques vivraient en permanence dans le pays. La plupart des grands bateaux du port battent pavillon soviétique, comme ce navire de guerre hérisé d'antennes et de radars qui vient de ravitailler régulièrement.

## « L'après-Reagan »

Au plan intérieur les relations entre l'Eglise et les autorités cubaines ont été marquées par de considérables assouplissements. Pour la première fois depuis la Révolution une vingtaine de religieux étrangers ont été autorisés le mois dernier à exercer leur apostolat dans l'île. Cette normalisation, publiquement acceptée depuis 1985, touche aussi les droits de l'homme. L'évêque américain O'Connor a obtenu officiellement, il y a peu, la libération d'environ trois cent cinquante prisonniers politiques qui seront autorisés, s'ils le désirent, à émigrer vers les Etats-Unis. Une cinquantaine jugés « dangereux » restent dans les geôles cubaines.

Les récentes pressions exercées aux Nations unies par Washington sur le régime des prisons de l'île ont finalement abouti à une visite d'une délégation de la Croix-Rouge qui, en juin, se trouvait en mission à La Havane. Fait rarissime : le dirigeant de l'une des deux commissions dissidentes des droits de l'homme, M. Elzard Sanchez-Cruz, a été autorisé à séjourner quelques mois à Miami et aux Etats-Unis et à retourner ensuite dans son pays.

La « banalisation » du régime castriote a, bien sûr, ses limites. Les liens privilégiés avec l'Union soviétique et les pays du bloc soviétique ne sont pas remis en cause. L'idéologie « révolutionnaire » est réaffirmée avec la campagne actuelle pour la « rectification » et le combat contre le « voisin impérialiste ». Mais les autorités de La Havane insistent sur « l'évolution positive attendue avec l'élection du prochain chef d'Etat américain ». « L'après Reagan, dit un haut dirigeant du comité central, ne peut qu'augurer des jours meilleurs. Même un républicain comme George Bush ne devait pas commettre les mêmes erreurs que Ronald Reagan. » Toutefois, « le nouveau pragmatisme » prêté par Cuba aux pays occidentaux et aux Etats-Unis n'est pas l'apanage de ces derniers ; Cuba aussi a infléchi sa politique, même si on ne l'admet encore que du bout des lèvres à La Havane.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

## ÉTATS-UNIS : le départ prochain de M. Meese

### La démission du ministre de la justice soulage les républicains

WASHINGTON  
correspondance

L'annonce de la démission — sans doute à compter du mois d'août — de l'atorney général Edwin Meese a été accueillie avec soulagement par le président Reagan et surtout avec une grande satisfaction par le vice-président Bush, candidat à la Maison Blanche.

M. Meese était devenu en effet un personnage embarrassant. Mais, assuré du soutien de son vieil ami le président Reagan, il avait longtemps résisté à toutes les pressions, y compris celles des républicains qui souhaitaient voir partir au plus vite ce ministre de la justice qui, comme la femme de César, aurait dû être accusé de tout soupçon.

Or M. Meese n'a cessé, dès son entrée en fonctions, d'avoir des démêlés avec la justice. A deux reprises, il a fait l'objet d'enquêtes menées par des procureurs spéciaux. Il lui a été reproché, notamment, d'avoir usé de son influence pour favoriser un ami, M. Wallace, en l'aider à renouer l'entreprise Weitech travaillant pour la défense nationale. Il aurait également « aidé » M. Wallace pour un projet d'oléoduc en Irak, qui n'a jamais été réalisé. Enfin M. Meese aurait favorisé une compagnie de téléphone dans laquelle sa femme et lui-même avaient des intérêts.

Aussi, plusieurs hauts fonctionnaires et proches collaborateurs de l'atorney général avaient démissionné depuis le début de l'année, estimant ne plus pouvoir travailler avec un patron suspect d'agissements douteux.

Apparemment, M. Meese a attendu, pour faire part de sa démission,

les conclusions du rapport du procureur spécial McKay spécifiant qu'il ne serait pas inculpé. En fait, ce rapport n'a pas encore été rendu public, mais M. Meese n'a pas attendu longtemps pour annoncer que ce document de huit cents pages, rédigé après une enquête de quinze mois, le disculpait complètement de toutes les accusations de trafic d'influence portées contre lui. Sa démission a été habilement calculée. Il aurait en effet pu faire l'objet d'une enquête administrative des services du ministère de la justice, notamment sur une éventuelle violation des règles de l'éthique. Mais dès l'instant où il cesse d'appartenir à ce ministère, il est à l'abri de l'enquête administrative.

## La cible favorite des démocrates

A l'approche de la campagne électorale, M. Meese n'a pas été finalement insensible aux arguments des républicains, dont certains lui ont déjà exprimé leur gratitude. Il était devenu la cible favorite des démocrates pour qui il incarnait la corruption ambiante de la Maison Blanche. Après les condamnations de MM. Deaver et Nofziger, anciens proches collaborateurs du président, les activités de M. Meese étaient considérablement mises à nu. Aussi, à l'annonce de la démission de l'atorney général, le candidat républicain a dit laconiquement : « Il a bien fait... Je lui souhaite bonne chance... »

Reste à savoir si le rapport McKay innocentera M. Meese aussi complètement que celui-ci l'affirme. Les observateurs pensent que le rapport fera état de violations des règles

de l'éthique ne justifiant pas des poursuites criminelles, mais tout de même révélatrices d'un comportement douteux et indigne d'un ministre de la justice. Les démocrates, eux, sont satisfaits de voir partir un homme dont l'attitude était dictée par l'idéologie conservatrice, aussi bien en matière d'avortement que de défense des droits civiques ou de protection légale des prisonniers. Mais pour les républicains de droite, M. Meese reste « un héros... Le meilleur attorney général de notre époque... ».

Les journalistes appréciant cet homme rubicond, jovial, pour son franc-parler, son souci de répondre à toutes les questions, et surtout pour son aptitude à encasser les coups sans jamais perdre son sang-froid.

Il était vraiment « la créature » du président Reagan qu'il avait connu et servi à l'époque où celui-ci n'était encore que gouverneur de Californie. Le président lui manifestait une grande indulgence, le considérant sans doute maladroit plutôt que malhonnête. Une véritable affection liait les deux hommes, et jamais le président ne défendit avec autant de force un ami en difficulté.

Son départ marque la fin des « Californiens » de l'administration Reagan, dont beaucoup ont eu maille à partir avec la justice. En tout cas, après les démissions successives de collaborateurs aussi proches que le furent Casper Weinberger à la défense, Donald Regan et Howard Baker à la Maison Blanche, le départ de M. Meese crée une atmosphère de fin de règne et marque le début d'une désintégration progressive de l'établissement républicain.

HENRI PIERRE.

# Afrique

## TUNISIE

### Ratification de la convention des Nations unies contre la torture

TUNIS  
de notre correspondant

La Tunisie est devenue le premier pays arabe à ratifier la convention des Nations unies « contre la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants », instituée en décembre 1984 par l'Assemblée générale et entrée en vigueur voici un an.

A l'époque, le représentant tunisien à l'ONU avait émis des réserves — comme la plupart des pays socialistes et du tiers-monde — sur les dispositions de la convention relative aux prérogatives accordées à une commission de contrôle.

C'est sur la demande de M. Ben Ali que ces réserves ont été levées et que les députés tunisiens ont voté à l'unanimité, le mardi 5 juillet, la loi portant ratification de la convention. Cette ratification, a déclaré le premier ministre, M. Hédi Boucoucher, « est l'occasion pour nous de nous engager et d'affirmer que la pratique de la torture a cessé d'avoir cours dans notre pays, et de concrétiser les orientations humanistes et civilisées, proclamées par le chef de l'Etat dans sa déclaration du 7 novembre ».

M. D.

# Enquête

La Côte-d'Ivoire

## L'amertume du cacao

(Suite de la première page.)

Leader mondial, elle pouvait 32 % du marché, loin devant le Brésil (20 %), la Malaisie (9 %), le Ghana (9 %), le Nigéria (7 %) et le Cameroun (6 %). L'arbre à cacao occupe 1,2 million d'hectares — et fait vivre un million de petits planteurs, rythmant leur existence, de récolte en récolte. Les précieuses fèves rapportent 40 % des devises du pays. Alors, quand le cacao va... Sinon...

Redoutables cahots du cacao ! Au baromètre des matières premières, la richesse nationale est en chute libre. En janvier 1986, 1 kilo de cacao valait 1 000 F CFA (1) ; il est tombé aujourd'hui à 450 F CFA. Et rien, pour l'instant, ne semble pouvoir freiner cette descente aux enfers. La suite est inéluctable : en mai 1987, la Côte-d'Ivoire se déclara insolvable ; elle obtint en décembre 1987 du Club de Paris et en mai 1988 du Club de Londres le rééchelonnement de sa dette extérieure, estimée à 49 milliards de francs français.

Pour compenser le manque à gagner du cacao, le FMI et la France apportèrent de l'argent frais. Il n'empêche : pour la première fois de son histoire, la Côte-d'Ivoire n'a plus un sou vaillant, enregistrant même dans ses coffres un trou de 200 milliards de francs CFA. La croissance, légèrement négative en 1987, devrait être au mieux égale cette année. Dans leurs spacieux bureaux du « Plateau », les banquiers d'Abidjan constatent, moroses, qu'ils brassent du vide.

Tout le système agricole ivoirien — aujourd'hui grippé — repose sur une pratique généreuse qui fut sa force avant d'être sa faiblesse : la garantie d'un prix fixe au producteur. Chaque année, dans les derniers jours de septembre, le président Houphouët-Boigny proclame lui-même, rituellement, le prix de la prochaine campagne, 400 F CFA en 1987-1988. La production est préfinancée, d'aval en amont, de l'exportateur au planteur, lequel est payé rubis sur l'ongle dès qu'il fournit ses sacs de fèves.

### Une fée désargentée

Cheville ouvrière de cette politique, la vénérable Caisse de stabilisation des produits agricoles — la « Caistab » — rétribue les planteurs, assume tous les autres frais et empêche la différence entre le prix mondial du cacao et son coût de revendre. Il va de soi que plus le cours est élevé, plus elle engrange de bénéfices. Tant que les fèves se vendaient avantageusement, le système fonctionna à merveille. Tenue d'affecter 40 % de ses fonds à un budget d'investissement, la Caistab fut un peu la fée prodigue du miracle ivoirien. Maintenant que le cacao coûte à la Côte-d'Ivoire plus qu'il ne lui rapporte, la Caistab a plutôt l'air d'une bienfaitrice désargentée.

Comme les dirigeants ivoiriens répugnent à vendre à perte leur cacao — pas question, dit-on ici, de le « donner cadeau », — il ne leur restait qu'une issue : retirer leur mise du marché en attendant des jours meilleurs. Le cœur gros mais la tête haute, Félix Houphouët-Boigny a donc choisi de résister. Annoncé en juillet 1987, le refus de vente ne prit vraiment effet qu'en janvier 1988. Ainsi, depuis six mois, la Côte-d'Ivoire garde chez elle ses sacs de fèves. Environ 150 000 tonnes sont, à ce jour, stockées dans les entrepôts et les silos des ports d'Abidjan et de San-Pedro. « Nous reprendrons nos ventes seulement le jour où le cours du cacao équivaudra à notre coût de revient (700 F CFA) », prédit M. Denis Bra Kanon, ministre de l'agriculture.

Combien de temps le « bélier de Yamoussoukro » tiendra-t-il sur cette périlleuse ligne de défense ? Quand et comment se dénouera cette épreuve de force aux allures de poker menteur ? De la réponse à ces questions dépend largement l'avenir immédiat de dix millions d'Ivoiriens. Or le cacao est par nature un produit périssable. Sous les tropiques, un stock de fèves ne se conserve que quelques mois. Au-delà, l'humidité le fait moisir. A Vridi, quartier portuaire d'Abidjan, la société Abile-Gal a fait œuvre

piennière en édifiant un silo qui peut conserver, sous gaz inerte et pendant au moins un an, 33 000 tonnes de cacao en vrac. La Côte-d'Ivoire veut développer pareilles facilités de stockage, mais cette entreprise de longue haleine ne résoudra pas ses problèmes d'aujourd'hui.

Non seulement les Ivoiriens résistent, mais ils accusent, en niant l'existence même d'une surproduction. Il est malaisé sur ce point de se faire une religion, tant le négoce du cacao ressemble à un empire de l'ombre, régi par le secret. Bien que l'Accord international sur le cacao, renégocié en 1986, soit resté lettre morte, faute d'une entente sur les mécanismes de soutien des cours, un stock régulateur de 250 000 tonnes est régulièrement renouvelé dans les ports européens. Les marchands de cacao évaluent le surplus mondial à un minimum de 500 000 tonnes.

« Nous voulons la vérité ! », demande M. Bra Kanon. Qui la connaît ? « Le seul stock disponible, c'est le nôtre », renchérit M. Amani, directeur général de la Caistab en montrant du doigt les courtiers imprudents qui, pour respecter les échéances de leurs contrats à terme, se hâtent ces jours-ci à Abidjan. « S'il existe un énorme surplus mondial, pourquoi viennent-ils acheter notre cacao ? En attendant qu'ils offrent un meilleur prix, nous tiendrons bon. »

### Sus à la spéculation !

Dans cette « guerre du cacao », les dirigeants ivoiriens, amers et désorientés, affichent un vif dépit. A les entendre, leur faible et courageux pays est la proie d'un implacable complot, ourdi au fond de quelque officine londonienne, par un lobby de négociants au cœur d'acier, acharnés à lui faire rendre gorge parce qu'il est au front de leur tenir tête. Ces conjurés du chocolat, souligne-t-on à Abidjan, usent d'une arme terrible : la spéculation. Cette vision des choses, pour exacerbée qu'elle soit, reflète une part de vérité.

Le marché du cacao est, de fait, l'un des plus spéculatifs. Les temples des cotations boursières abritent une secte de courtiers voués au culte de la spéculation, leur raison d'être. La variation quotidienne des cours est la loi d'airain de ce marché à terme, vulnérable par nature, ultrasensible aux prévisions et aux rumeurs,



aux coups juteux et à l'« intoxic ». Le total annuel des achats et des ventes y représente un volume de cacao quatorze fois supérieur à la réalité physique du produit correspondant. L'image célèbre comparant, à propos du café, le mouvement des cours à l'« échaphaudage des enfants de la phalange », s'applique aussi, sur la longue durée, au cacao. Hélas ! pour la Côte-d'Ivoire, la courbe du cacao baisse, depuis dix ans, inexorablement.

Cette glissade a des causes objectives. Une production en essor et une consommation stagnante ont saturé le marché. La surproduction des enfants d'Occident a ses limites. L'évolution des habitudes alimentaires, le triomphe de la diététique et le recours accru aux ersatz jouent au détriment du cacao. Devenu structurel, l'écart entre offre et demande déprime le marché. Eblouis par la flambée des prix des années 70, les Ivoiriens crurent à tort qu'elle durerait. Victimes d'une illusion d'optique, ils confondirent, à leurs dépens, l'immuable et l'éphémère.

Dans l'adversité, la Côte-d'Ivoire s'attache à mieux maîtriser son offre sur un marché où elle reste prédominante. Elle a cessé

d'encourager la production et limité, du moins en principe, les surfaces cultivées en accordant la priorité à l'amélioration des rendements. Cette prise de conscience tardive ne fait qu'aviver l'amertume envers le monde extérieur. « Si le marché est tellement saturé, gronde M. Bra Kanon, pourquoi la Banque mondiale, si soucieuse de rentabilité, finance-t-elle de nouvelles plantations en Malaisie ? » Pari de rien, ce pays a, en effet, réussi une rapide percée — avec 190 000 tonnes cette année, — même si son cacao, trop acide, reste pour l'instant de piètre qualité.

Fervents disciples de l'économie libérale, les Ivoiriens constatent, impuissants, que sa règle d'or ne parait plus régir le monde du cacao. Les dés de l'offre et de la demande leur semblent pipés. « Voilà six mois que nous « alimentons plus le marché », observe M. Amani, et les cours continuent de chuter. « Vous n'adrez donc plus vos propres fèves ? » s'inquiète un banquier. Ancien doute, croit-on à Abidjan : des intermédiaires manipulent le marché, en maintenant les cours artificiellement bas.

Et l'on s'interroge sans cesse. Pourquoi la tablette de chocolat vaut-elle chaque année de 10 % à 15 % plus cher en Europe alors que le prix du cacao s'effondre ? Est-il équitable que les cinq ou six géants du chocolat dégagent, dans ces conditions, des profits colossaux ? « Nous avons lu leurs bilans. Jusqu'à 43 % de bénéfices ! » Pourquoi les industriels réduisent-ils leurs stocks de moitié, déprimant un peu plus le marché ? La Côte-d'Ivoire est d'autant plus morose qu'elle a toujours produit avec succès — hormis une brève mésaventure sucrière — ce que l'Occident attendait d'elle. Elle est blessée, et se sent presque trahie, comme un bon fibre injustement puni.

Que faire ? Brûler le cacao, comme le Brésil jadis son café ? On le laisser moisir ? Refuser de vendre aussi longtemps que possible ? Mais la rétention est un jeu dangereux sur un marché où les négociants, avides d'un approvisionnement stable, préfèrent multiplier leurs partenaires et réduire ainsi leur dépendance. L'attitude actuelle de la Côte-d'Ivoire n'est pas le meilleur moyen de fidéliser sa clientèle. Le cacao n'étant pas un enjeu stratégique, ses producteurs n'auront jamais la puissance de l'OPEP.

### « On nous a trop volés ! »

Vendre dans le tiers-monde ? Les acheteurs potentiels sont insolubles. Court-circuiter les intermédiaires en traitant directement avec les usiniers ? Difficile en l'état actuel du négoce. Transformer le cacao sur place ? Cela se fait déjà, pour un sixième de la production, mais le marché local reste étroit. Diversifier les ressources agricoles ? Cette politique est en route, mais elle prendra beaucoup de temps (voir encadré). Reste, dans l'immédiat, l'ultime solution, que ses amis occidentaux et bailleurs de fonds préconisent à la Côte-d'Ivoire et qui lui permettrait de remettre rapidement à flot ses finances : baisser sensiblement — de 25 % par exemple — le prix au producteur. Mais cette mesure, Félix Houphouët-Boigny la rejette de toute son énergie.

C'est ici que l'épreuve de force où est engagée la Côte-d'Ivoire prend sa valeur symbolique pour le tiers-monde. Le « Vieux » mit toujours un point d'honneur à

garantir un juste prix du planteur de cacao ou de café. Il fit de ce credo politique le postulat de sa philosophie, la clef de voûte du développement à l'ivoirienne. Alors que ses pairs africains traitaient leurs paysans avec désinvolture et mépris, Félix Houphouët-Boigny leur fit confiance et les motiva en leur assurant un revenu stable. Le miracle ivoirien, tient, pour l'essentiel, à ce pacte social.

Le prix garanti au producteur contribua à diffuser la richesse dans le plus grand nombre — chose rarissime en Afrique, — à donner à l'immense monde paysan une relative prospérité et une meilleure maîtrise de son avenir, à « enraciner » le développement dans le terroir. Il permit l'émergence d'une vaste classe moyenne, socle de la stabilité politique. La nation et l'indépendance véritable furent consolidées. Le « planteur de Yamoussoukro » incita sans cesse les nouveaux citoyens à préserver leur lien avec l'univers rural. Et il y parvint. Les cadres et fonctionnaires ivoiriens ont un pied sur la moquette de leur bureau, l'autre dans la latérite de leur village et les grands commis du régime passent souvent leurs week-end en brousse.

« On nous a trop volés ! » Ce n'est pas un hasard si le « Vieux » relance aujourd'hui l'accusation qu'il prononçait dès 1932, lorsqu'il prit pour la première fois la défense des petits planteurs autochtones dans une lettre ouverte anonyme publiée par le *Trait d'union*, un journal de la SFIO d'alors. Manière, pour le fondateur du premier syndicat agricole en 1944 et pour l'artisan de l'abolition du travail forcé en 1946, d'inscrire, un demi-siècle plus tard, son combat d'aujourd'hui dans le droit fil de ses luttes d'hier. Manière aussi de faire comprendre que la Côte-d'Ivoire vit une période cruciale et délicate. Si Houphouët-Boigny s'obstine, s'il refuse de céder sur le cacao, c'est parce que le recul vaudrait à ses yeux reniement. Voilà pourquoi ce dernier combat du « Vieux » — le plus incertain — est presque pathétique.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) 1 franc CFA = 0,02 franc français.  
(2) Cité par Eric Fotorino dans *Le Festin de la terre*. Lieu commun, 1988, page 14.

## Une culture trop rentable ?

ABIDJAN de notre envoyé spécial

Pour les produits de la terre — les fermiers d'Occident le savent bien, — le mieux peut être l'ennemi du bien. Le drame du cacao ivoirien fut d'être « trop » rentable. La hausse régulière du prix garanti au producteur, après tout légitime lorsque flambaient les cours mondiaux, rendit très alléchant une culture de cueillette qui exige un minimum d'efforts et de soins. L'avancement rapide du « front cacaoyer », soit dit en passant, permit en outre aux Ivoiriens d'achever la « conquête foncière » de leur territoire.

Mais l'irrésistible attrait du cacao détourne trop longtemps le paysan, à la logique économique imparable, des autres cultures. Aujourd'hui encore, le cacao reste deux fois plus rentable que le café, trois fois plus que le coton. A telle enseigne que la Côte-d'Ivoire, pourtant troisième producteur mondial de café, n'arrive pas à fournir le quota auquel elle a droit.

Diversifier : ce mot d'ordre ivoirien est devenu réalité. L'hévéa est le fleuron de cette politique. Sur un marché très « porteur » — celui du caoutchouc de qualité — la Côte-d'Ivoire a rapidement réussi une percée exemplaire, au point d'être chez elle les grands du pneumatique. Autre succès : le coton, dans le Nord. L'huile de palme, les fruits tropicaux. Ces cultures d'appoint,

si diverses soient-elles en tonnage et en rendement ont un point commun : elles procurent des devises.

Le planteur ivoirien ne renoncera pas du jour au lendemain aux dangereux délices du cacao, dont la culture restera longtemps dominante. Tant mieux d'ailleurs pour la Côte-d'Ivoire, car le cacao rapporte encore à lui seul trois fois plus que l'ensemble des autres produits agricoles, le café mis à part. Le planteur de cacao devra désormais, non pas produire moins, mais mieux : accroître les rendements, réduire les coûts, devenir compétitif, prendre conscience des réalités du marché mondial, autrement dit passer d'une culture de rente à une agriculture moderne. Pareille conversion n'est pas plus facile sous les tropiques qu'ailleurs. « Il faut que le paysan apprenne à raisonner en tonnes et non plus en hectares », souhaite M. Bra Kanon.

### Apprendre à compter

Mais le maintien de l'actuel « prix garanti », qui surprotège le planteur, n'est-il pas contraire à l'esprit de compétition ? L'hostilité de principe de M. Félix Houphouët-Boigny à une baisse du prix au producteur, réaffirmée à toute occasion, n'empêche pas cette idée de faire son chemin dans les sillons du pouvoir. Même si les Ivoiriens rappellent avec raison à leurs conseillers étrangers que, il y a tout juste trois ans, la Banque mondiale leur demandait

d'augmenter ce même prix garanti. Bien leur en a pris de faire la sourde oreille. « Le Vieux », au bout du compte, rendra-t-il les armes ? Réponse, au plus tard, fin septembre, à la veille de la prochaine campagne.

En attendant, M. Houphouët-Boigny fera tout pour éviter de prendre une mesure qui, au demeurant, comme le souligne M. Maurice Seré N'Goleba, ministre d'Etat, ne favoriserait guère l'indispensable balance de la croissance puisqu'elle aggraverait la déflation. « Le Vieux » poursuivra sa croisade contre le désordre mondial qui aggrave l'endettement des pays à revenu intermédiaire. (La Côte-d'Ivoire a été incapable, fin mai, d'acquitter le premier paiement prévu par l'accord de rééchelonnement de sa dette commerciale.) Il plaidera de nouveau sa cause à Paris, où il sera reçu en août par M. Mitterrand. « Il nous manque 200 milliards de francs CFA », explique M. Seré N'Goleba. « Si j'en trouve maintenant la moitié grâce à un effort budgétaire accru, le FMI nous aidera à trouver le reste. »

Conséquence salutaire de l'austérité, les Ivoiriens ont appris à compter. « On ne voit plus les grands pachas distribuer les billets de banque dans leur village », note un chef d'entreprise. « Mais, ce qui importe, ajoute un banquier, c'est de redonner aux Ivoiriens la foi et l'enthousiasme qui leur ont permis de construire leur pays. »

J.-P.L.

Avec Le Monde sur Minitel

## Admission ESSEC

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...



MALI  
CÔTE D'IVOIRE  
GUINÉE  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...

Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...  
Le « Vieux », le dauphin...  
Quelques heures...

# Enquête

dans l'adversité

## Le « Vieux », le dauphin et les barons

ABIDJAN  
de notre envoyé spécial

« **L**e mort n'a pas droit à la parole ». M. Félix Houphouët-Boigny aime rappeler ce proverbe baoulé à qui voudrait le voir, de son vivant, désigner son dauphin. Autrement dit, l'héritage se mérite, et que le meilleur gagne, sous le regard muet des ancêtres ! D'ailleurs, assure-t-on, selon la tradition des Baoulés — l'ethnie du président est la plus influente de Côte-d'Ivoire, — le chef emporte dans sa tombe le nom du successeur pressenti. Le « Vieux », qui fêtera ses quatre-vingt-trois ans le 13 octobre prochain, honorerait-il la coutume ?

Quelques « barons » du régime, comme M. Camille Alliali, ministre d'Etat, ou M. Jean Konan Banny, ministre de la défense — Baoulés eux aussi — n'ont sans doute pas dit leur dernier mot. Troisième personnage de l'Etat à la tête du Conseil économique et social — un « placard doré », — M. Yacé, malade, semble aujourd'hui hors course.

Il reste néanmoins très populaire auprès des militants du PDCI-RDA. Le réseau d'amitiés tissé par M. Konan Bédié, et susceptible d'assurer la relève le jour venu, regroupe plutôt des cadres étrangers à la « vieille garde » du parti. Ils sont hauts fonctionnaires, enseignants ou députés. Pourra-t-il faire l'économie d'une épreuve de force au sommet ? Il

reste en effet son souci primordial. Le mot « paix » revient sans cesse dans les médias et les discours officiels. Chaque jour, la télévision diffuse une citation du président : « La paix n'est pas un vain mot, c'est un comportement ». Si M. Houphouët-Boigny a su échapper à « durcissement » politique qui guette d'ordinaire les autocraties vieillissantes — combien d'autres pays africains peuvent se vanter de ne compter aucun délégué d'opinion ? — il n'a pu empêcher tout à fait l'immobilisme des fins de règne. « Ce pays est en proie à l'attente, note un diplomate. Il ne raisonne plus qu'à court terme. Il semble souvent en panne d'imagination. Il faut lui redonner un projet et des objectifs pour les quinze ans à venir afin que ses cadres donnent à nouveau leur pleine mesure. »

« Houphouët hier, aujourd'hui et demain », dit un autre slogan du régime. Pour la Côte-d'Ivoire, c'est un programme désormais insuffisant.

J.-P. L.

Une basilique dans la savane

## Notre-Dame de la Paix

YAMOUSSOUKRO  
de notre envoyé spécial

De très loin, on ne voit qu'elle : Notre-Dame de la Paix. L'imposante coupole — en construction — de cette future basilique domine déjà Yamoussoukro, village natal du président Houphouët-Boigny et capitale administrative — du moins en théorie — de la Côte-d'Ivoire. Bâtie sur une ancienne cocoteraie, par un consortium d'entreprises étrangères, notamment françaises et israéliennes, d'après les plans d'un architecte ivoirien d'origine libanaise très attentif aux goûts du chef de l'Etat, la basilique est sortie de terre il y a deux ans. Depuis, les travaux progressent vite sur ce chantier où 1 500 ouvriers et techniciens se relaient jour et nuit. Elle sera fin prête le jour où — ce devrait être le 10 septembre 1989 — le pape viendra la consacrer, lors d'une cérémonie qu'on prévoit grandiose.

Ici, tout est à la mesure de ce gigantesque édifice, qui collectionnera promesses et records. A l'intérieur du péristyle, avec ses soixante colonnes, l'esplanade couvre trois hectares. Cinquante mille personnes pourront prendre place sur le parvis en forme de croix. L'église elle-même et son déambulatoire, entièrement climatisés, accueilleront 18 000 fidèles. Le sommet de la coupole, la plus vaste du monde, surplombera la basilique à une hauteur de 149 mètres. Le recours à du béton architectonique, un matériau remis à la mode par Ricardo Bofill, fabriqué ici avec du sable et du gravier locaux, donnera à l'ensemble une agréable patine beige rosé.

D'immenses vitraux

Mais l'âme de Notre-Dame, ce seront ces trente-six immenses vitraux. Véritables murs de lumière représentant des épisodes bibliques, vingt-quatre d'entre eux — hauts de 27 mètres et larges de 11 — alterneront avec d'énormes colonnes sur plus de 300 mètres de circonférence. Autour de la coupole, douze autres baies, un peu moins grandes, symboliseront les apô-

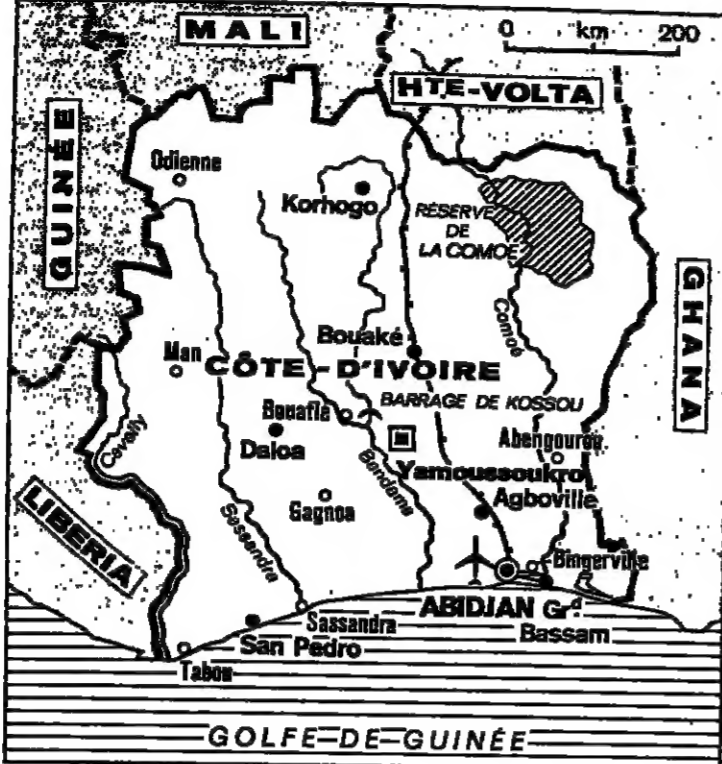
tres. L'avenue de ces vitraux est peu banale.

Leur commande fut la plus importante de toute l'histoire du vitrail : 7 500 mètres carrés, soit trois fois et demie la superficie des vitraux de la cathédrale de Chartres. Pour l'honneur — en quatorze mois — deux jeunes ouvriers français, Eric Bonte et Didier Alliou, fondèrent spécialement une entreprise, en août 1987, France Vitrail International. Ils l'installèrent dans un hangar de Nanterre — avenue Pablo-Picasso (!), — que le maire communiste de l'époque, M. Yves Saumont, grand amateur de vitrail, avait mis à leur disposition pour un prix d'ami.

Pour imaginer en paix leur dessin, l'architecte s'était retiré au monastère de Saint-Benoît-sur-Loire. Tout en respectant la technique de fabrication traditionnelle, nos deux verriers inventèrent machines et procédés pour accélérer la production et réduire les coûts. Ils formèrent leurs artisans sur le terrain : coupeurs, nettoyeurs, peintres. Avec une soixantaine de personnes représentant quatorze nationalités, leur atelier est aujourd'hui le plus grand du genre au monde. Et leur pari sera tenu : ils livreront quinze mille panneaux. Chaque mois, un conteneur de douze tonnes s'envole vers l'Afrique.

La construction de Notre-Dame de la Paix est entièrement financée par la famille de M. Houphouët-Boigny. Le président ivoirien est très riche. Il l'a toujours dit et en tire fierté. Alors, une folie, ce « cadeau à la chrétienté » en plein savane ? Tout est relatif. Comme le souligne un expert, elle coûtera trois fois moins cher que l'Arche de la Défense.

J.-P. L.



Une chose est sûre : en Afrique, le pouvoir suprême ne se partage pas. Se choisir un héritier politique exige donc de passer la main aussitôt. On voit mal « Houphouët » accomplir ce geste-là.

est en tout cas bien armé pour démentir le président Houphouët qui, expliquant un beau jour la procédure infirmière de sa succession, évoqua le précédent malheureux d'Alain Foher...

### Profil bas

Cela ne l'empêche pas d'avoir, autant que faire se peut, baïlé l'avenir. Depuis la révision de la Constitution en octobre 1985, le mécanisme de la succession est en place. En cas de vacance du pouvoir, le président de l'Assemblée nationale assumera « provisoirement » les fonctions de président de la République et de président du parti unique, le PDCI-RDA. Il est tenu d'organiser une élection présidentielle dans un délai de quarante-cinq à soixante jours et peut s'y présenter. Ce scénario, s'il ne lui garantit pas *ipso facto* le succès, lui donne, à l'évidence, une bonne « longueur d'avance » sur ses éventuels rivaux.

Cet héritier présomptif est M. Henri Konan Bédié, élu président de l'Assemblée en novembre 1980 et reconduit cinq ans plus tard. Encore jeune — cinquante-quatre ans, — il a déjà un long passé politique. Ministre de l'économie et des finances pendant dix ans, il fut écarté à Washington à la suite d'une affaire de corruption jamais éclaircie. Cet exil forcé auprès d'une filiale de la Banque mondiale lui permit d'enrichir son expérience et de se faire mieux connaître. Il incarne parfaitement une nouvelle génération d'hommes d'Etat africains, techniciens compétents et conscients des dures réalités internationales.

En attendant son heure, M. Konan Bédié conserve l'indispensable « profil bas » que sa fonction exige. Car il lui importe de ne pas s'exposer aux flèches de ses rivaux qui voient fatalement en lui l'« homme à abattre ». Il ne peut oublier la mésaventure de son prédécesseur, M. Philippe Yacé, naguère dauphin pressenti et, de ce fait, cible de toutes les attaques avant de tomber en disgrâce. M. Konan Bédié a de solides ennemis — et le sait — dans l'entourage présidentiel, envers lequel il garde une certaine distance, et dans l'appareil du parti.

Après un si long règne, le doyen des chefs d'Etat africains — réélu avec 100 % des suffrages exprimés en octobre 1985 — commence à éprouver le poids des ans. Ayant subi une double opération de la cataracte et marchant parfois avec difficulté, il doit se ménager. Mais, tous ses interlocuteurs le confirment, sa vivacité intellectuelle est intacte. Le « Vieux » demeure fidèle à un système de gouvernement bien rodé où le sens du dialogue et l'horreur du sang versé tempèrent l'autocratie, où l'alternance entre disgrâce et pardon permet, l'un dans l'autre, de résoudre les crises et de récupérer les rebelles ou les déçus. Notamment parmi une jeunesse intellectuelle de plus en plus inquiète, avec raison, de son avenir devant la montée du chômage et sous la menace d'un système d'éducation trop sélectif, qui enlève chaque année des dizaines de milliers d'élèves livrés ensuite à eux-mêmes.

### Douteuse accusation

Rien d'étonnant donc si la plus récente poussée de fibre a, précisément, eu lieu chez les professeurs. Pendant longtemps, le ministre de l'éducation, M. Balla Keita, avait vainement tenté de neutraliser l'un des très rares syndicats encore autonomes à l'égard du parti, celui des enseignants du secondaire (Synesci). Traités de « communistes » ou d'« agents de Kadhaï » parce qu'ils dénonçaient leurs mauvaises conditions de travail et critiquaient la politique d'éducation, les dirigeants du Synesci furent remplacés, il y a un an, par une équipe à la dévotion du pouvoir. La mise au pas du syndicat fut bien dans le style du régime. On arrêta treize responsables, on en condamna trois, sous la douteuse accusation d'abus de confiance, à six mois de prison avant de tous les envoyer au camp militaire de Seguela, dans le nord du pays, pour y faire leur « éducation civique et

**ATHÈNES 1400 F\***  
\*Départ Paris, Prix A/R, à partir de.

**Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.**

**Jumbo CHARTER SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.**

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6° : 46 34 1979  
PARIS 14° : 45 42 03 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

**LE PIERRE 1<sup>er</sup> SCHEFFER**  
5, rue Scheffer-Paris 16°

**GROUPE PIERRE 1<sup>er</sup>**

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins, à trois rues du pittoresque marché de Passy, à trois minutes des métros, à trois pas de la Tour Eiffel.

Le Pierre 1<sup>er</sup> Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle: le calme de son jardin et son ensoleillement, la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction.

Une résidence de prestige, de 30 appartements où les 4/5 pièces sont des espaces privilégiés.

Bureau de vente: 3, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - TEL 47.20.18.16













Mots croisés grid and text

Education section header and text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Education section text

Décès

Les amis du docteur Pierre CAPLIER, gynécologue. font part de son décès survenu le 27 juin 1988, à Maisons-Laffitte.

René LAZARD, fondateur de Clermont-Ferrand, sous le signe du Bâcher de Joanne d'Arc, du Mouvement national de Résistance.

René LEFEUVRE, fondateur des Cahiers de Sparteus, est mort à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, dans la nuit du samedi 2 à dimanche 3 juillet 1988.

René RAYMOND CREANGE, fait part de son décès de son épouse, M. Raymond CREANGE, croix de guerre 1914-1918, survenu le 26 juin 1988, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Claude CIVANGE, survenu le 1er juin 1988, à l'âge de quatre-vingt ans.

M. Félix BELLON, vice-président, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

M. Félix BELLON, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

M. Félix BELLON, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

M. Félix BELLON, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

M. Félix BELLON, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

M. Félix BELLON, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

M. Félix BELLON, survenu à Marseille, le 2 juillet 1988.

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-jour. Signification des symboles: R Signifié dans le Monde radio-télévision. F Film à écrier. O On peut voir. N Ne pas manquer. M M Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 6 juillet

TF 1 20.40 Variétés: Sacrés vacances! Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. 23.20 Flash d'informations.

FRANCE-CULTURE 20.30 Antipodes. Rencontre avec Hélène Cloux.

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 17 et 18 octobre 1987 à la Radio de Berlin).

Jeudi 7 juillet

TF 1 13.30 Mélo et la Bourse. 13.40 Feuilleton: Côte ouest. 14.30 Série: Julien Fontanes, magistrat.

FR 3 13.30 Série: Cap de la nuit. 14.00 Magazine: 40° à l'ombre de la 3 (suite).

FR 5 13.30 Série: Cap de la nuit. 14.00 Magazine: 40° à l'ombre de la 3 (suite).

Audience TV du 5 juillet 1988

Table with columns: Horaire, Foyers ayant regardé la TV, TF 1, A2, FR3, CANAL +, LA 5, M6.

Estimation: plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.



# Controverse autour de la fonction publique

La fonction publique est-elle devenue un lieu de pouvoir ?

Des impératifs budgétaires... l'État a-t-il le droit de...

## PEREC Entre jeu et mémoire

Page 16



## CUNNINGHAM La dissociation

CINÉMA  
Les débuts  
du parlant  
Pages 18 et 19



## BOULEZ Témoignage d'un disciple

MAGNELLI  
Le Florentin  
Pages 20 et 21



# Le Monde AVIGNON

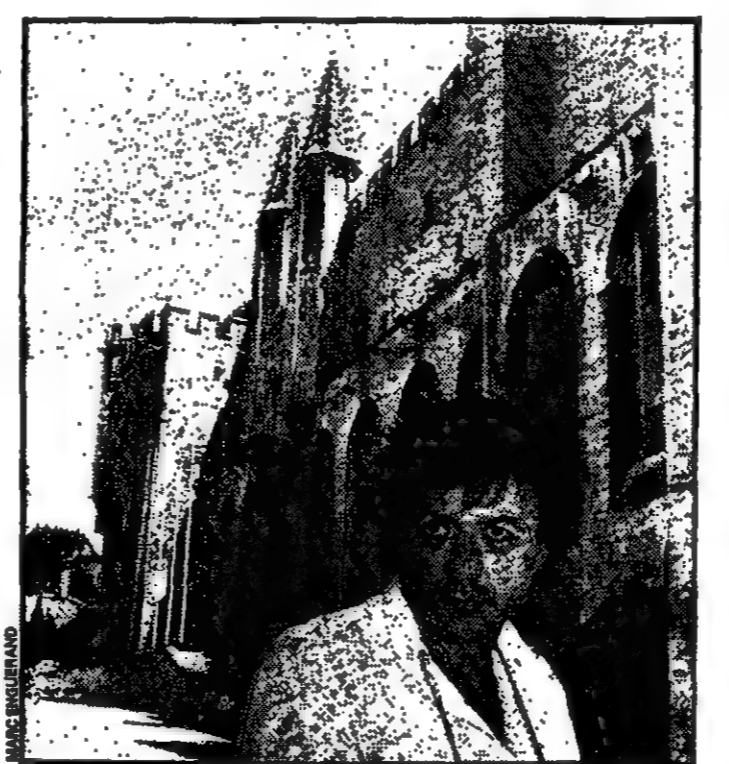
Directeur du Festival d'Avignon depuis 1985, Alain Crombecque lui a imposé son style. Un style qui lui ressemble : faussement modeste, réellement logique, intelligemment simple.

blanche. Elle invite quelques jeunes loups et remet au goût du jour la danse de caractère, principalement russe.

Les sonorités d'ailleurs fascinent Crombecque qui offre et s'offre cette année des groupes populaires du Pakistan. Dans ce domaine, celui de la musique, l'événement, c'est Pierre Boulez à la carrière Callet - là où, en 1985, Peter Brook présentait son Mahabharata.

## Chéreau

Si Patrice Chéreau aborde pour la première fois le plein air et la Cour, c'est que jusqu'à présent il avait refusé les propositions.



## acteur

qu'ils ne trichent pas. Au théâtre, on triche toujours un peu, c'est-à-dire qu'on prépare. On a des moments de concentration, pendant lesquels on s'apprête à ce qui suit.

Alors pourquoi j'ai accepté ? Je ne sais pas. J'avais vu Lucrèce Borgia monté par Antoine Vitez dans un dispositif dépeuplé.

« J'ai suivi totalement la direction d'Emilfork, qui allait contre mes habitudes. J'avais tendance à ne tenir compte que des rapports de force entre les personnages, il m'a montré que ça ne suffisait pas.

Cette façon de montrer ce qu'on déteste en soi, de s'en servir, est vraiment agréable : un bon exorcisme. Si je devenais acteur, je ne pourrais pas le refaire tout le temps.

« Quand on le voit sans les gradins, sans personne, on comprend pourquoi on y fait du théâtre depuis si longtemps. Il y a une configuration spéciale. J'en ai eu peur pendant quinze ans. A un moment donné, on doit s'essayer à ce qu'on imagine ne pas savoir faire.

« Dans ce genre de circonstances, quand on va jusqu'au bout, on se dit qu'on s'est dépassé, et c'est satisfaisant. Ensuite, j'ai repris Toller à l'Odéon, à la place de Sami Frey.

« Je retrouve un peu la même impression avec la Solitude des champs de coton. J'ai décidé de reprendre le rôle de Bankolé parce qu'il devait tourner Chocolat, avec Claire Denis.

« Comme Hamlet, Patrice Chéreau vit un doute permanent. « Être ou ne pas être », autant dire : « Quel théâtre je fais ? Quel est son rapport avec le réel ? »

« Pourtant, ces expériences ont été importantes. Après Richard II, mon attitude envers les acteurs s'est modifiée. J'avais compris quelque chose d'important : expliquer le résultat que l'on veut obtenir ne sert à rien.

« Le fait de me reconstruire physiquement m'aide, je me retrouve comme au lycée. Je me suis fait couper les cheveux, pousser la barbe. J'ai mis le faux ventre d'Isaac.

« Il y a plus de vingt ans que Patrice Chéreau existe avec force sur la scène française, et hors des

PARTNER'S PRODUCTION - FILMS A2 présente  
**UN FILM DE FRANCIS GIROD**

*L'enfance de l'Art*

SELECTION OFFICIELLE  
FESTIVAL DE CANNES 1988

Scénario et Dialogue de FRANCIS GIROD et YVES DANGERFIELD  
Avec CLOTILDE DE BAISER - MICHEL BONPOL - BRUNO WOLOKOWITZ - REGINE CENDRE - MARIE-ARMELLE DECIJY  
HELENE ALEXANDROU - ETIENNE FOMMEREY - VINCENT VALLER - OLIVIA BRUNALDI - LAURENCE MASLIAH - PIERRE GERARD - PATRICIA VARRIV - AZIZE KABOUCHE  
Avec la participation de ANNE-MARIE PHILIPPE - JUDITH MAGRE et de ANDRE DUSSOLIER Musique de ROMANO MUSUMARRA

Produit par ARIEL ZEITOUN Une production PARTNER'S PRODUCTION, FILMS A2 Avec le concours de BRUNO ANTOINETTE

PROJECTIONS : LES 10-16-17-18-19 JUILLET  
BOULEVARD : A 18 H 30 ET 20 H 30  
AU CINEMA : "LE PALACE D'AVIGNON"

**SORTIE LE 31 AOUT 1988**

AAA









Orta, visions

thème de l'œuvre... de Jan Fabre... théâtre... visions...

entendu

chante souvent... l'œuvre... des objets... entendu...

des formes Cunningham, la dissociation

Par Anna Kisselgoff... comme une réaction néo-expressionniste... l'œuvre... des formes...



Création de mouvements... l'esprit... Cunningham... mouvements...

comme une réaction néo-expressionniste... l'œuvre... des formes... Cunningham...

chanter Al Jolson



Cinéma. Les intérieurs sont tournés aux studios d'Elstree... Greta Garbo dans 'Anna Christie'...

Le cinéma parle beaucoup... 'théâtre filmé' qui passe... Garbo parle!...

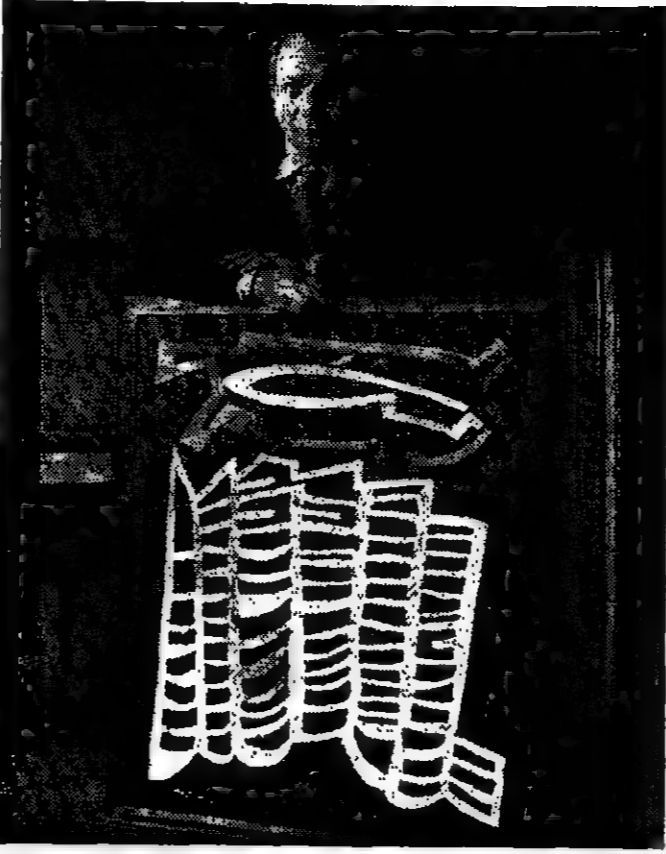
Advertisement for 'LE THEATRE NATIONAL CONSACRE A LA CREATION ET AU REPERTOIRE CONTEMPORAIN'. Includes a list of plays and the 'CARTE COLLINE' details.



# NOTES ET COULEURS

## Alberto Magnelli, peintre fiorentino

Avignon organise une rétrospective Alberto Magnelli, la première depuis sa mort, et qui n'oublie rien de ce peintre étrange, figuratif et, par périodes, abstrait.



de Florence à Paris, cesser de peindre près de deux ans et une période de transition de près de quatre ans. Cette période est dite des « pierres éclatées » : ce motif fait la part assez belle aux angles et aux volumes réguliers pour que le peintre utilise afin d'éliminer lentement les habitudes anciennes. L'abstraction réapparaît ainsi déguisée, par le biais de fantaisies mi-géométriques mi-surréalistes, plus singulières que séduisantes. Le volume résiste longtemps, il impose ombres, modèles et efforts de trompe-l'œil.

En 1934, enfin, ses défenses faiblissent, la profondeur s'estompée et les formes s'aplatissent. Magnelli se lie avec Arp et Kandinsky. Il se pourrait que ces fréquentations aient eu leur rôle dans son abandon de la troisième dimension, abandon somme toute surprenant de la part de qui avait expérimenté en 1915 les mécaniques d'une abstraction dans un espace et non rabattue sur un plan.

En 1936, année des premiers collages, ou en 1937 au plus tard, Magnelli a achevé de fixer les principes de ce qui est demeuré comme l'essentiel de son œuvre, un art frontal, découpé, précis et rigoureusement gouverné par la géométrie, la règle et le compas. Les toiles ou *Limits ordinaires*, comme chez Kandinsky. Équilibres et déséquilibres, constructions et éclatements, parallèles et divergences : cette abstraction ne se veut ni statique ni répétitive, quoique rien ne lui soit plus étranger que l'expressionnisme. Elle se renouvelle en explorant ses possibilités formelles, avec méthode, par variations méditées. La composition s'épure ou se contracte, les arrangements deviennent tantôt plus limpides et tantôt d'une complexité très savante. La peinture se réfère principalement, sinon uniquement, à l'histoire de son élaboration et ne connaît plus d'autre sujet qu'elle-même, ses lois, sa grammaire et ses exercices.

Il lui arrive de se prendre à son propre jeu et de sembler se développer moins au nom de quelque nécessité intérieure ou d'envie d'expression qu'en raison d'une sorte de plaisir de la difficulté résolue. De là le sentiment quelquefois d'une virtuosité, admirable sans doute, mais dévouée essentiellement à son propre éloge et à la démonstration de son habileté. Magnelli a, que ce soit dans une toile de grand format, dans un collage ou dans une petite gouache sur ardoise, le même talent pour enchaîner arrondis et obliques, contrarier l'expansion d'un trapèze ou perfectionner les sonorances et dissonances chromatiques. Aussi complexe-t-il à l'occasion très généreusement son schéma, avec un savoir-faire hors du commun et un souci de l'exécution achevée et polie qui contrastent avec les usages contemporains.

Le Magnelli des années 50 ne diffère pas, sur ce point, du Magnelli de 1914 ou des années 20. Abstrait ou figuratif, matras ou admirateur de Kandinsky, chroniqueur de la rusticité toscane ou algébrique de la pure peinture, il ne cesse de faire épurer et diaphane qui pourrait se révéler la seule constante d'une œuvre singulièrement variée. Il pousse la volonté de maîtrise jusqu'à s'abstenir de son œuvre et ne tolère pas la plus discrète intrusion du moment ou du sentiment. Il est peu d'œuvres en son siècle qui manifestent la même sérénité, peu où l'on s'inquiète vainement de la trace d'un drame personnel ou universel. Kandinsky se confie dans ses toiles, Klee mène une entreprise autobiographique, Mondrian et Kupka aspirent à une communion mystique. Magnelli non. Il peint. Il peint à la perfection et cette perfection est l'âme de sa peinture. Ce Florentin serait-il le premier grand maniériste de l'abstraction ?

PHILIPPE DAGEN.

MAGNELLI, c'est un peu Hélicon à rebours. Hélicon a été l'un des meilleurs champions de l'abstraction géométrique dans les années 30, et doit l'essentiel de sa notoriété à ses peintures très figuratives de l'après-45. Magnelli a été l'un des meilleurs champions du retour à la figuration des années 20, et doit l'essentiel de sa célébrité aux œuvres abstraites qu'il a exécutées de 1931 à sa mort, en 1971. Et tous deux, Hélicon, le Français émigré aux Etats-Unis, et Magnelli, le Florentin établi à Meudon, illustrent les glissements et métamorphoses de la peinture prise entre deux désirs, celui de la figure représentative et celui de la pure construction.

Consacrer à Magnelli une rétrospective qui ne passe sous silence aucune de ses époques, c'est mettre en scène un singulier ballet, aux actes apparemment contradictoires, aux ruptures feintes ou vraies ; et c'est nécessairement montrer combien se révèlent indécises des séparations que l'on a coutume de prendre très au sérieux.

A ne considérer que l'ordre chronologique, Magnelli apparaît comme le maître de l'hésitation et de l'alternance des genres. Né en 1888, il parvient à une première originalité en 1914, au retour d'un voyage à Paris où il a connu Picasso, Matisse, Léger, Gris et Apollinaire. Leurs influences, qu'il additionne et entrecroise avec infiniment d'adresse, suscitent une très abondante série de scènes de rue, de portraits et de natures mortes traités dans un

style réglé par le contour géométrique, courbe ou droit, et l'aplatissement. En 1915, sans guère de transition, changement de vue : Magnelli, point indifférent au futurisme de ses compatriotes Balla ou Severini, expérimente des compositions par plans triangulaires ou demi-circulaires qui se coupent et se replient. L'espace est parcouru d'arêtes et transpercé de pointes de lance, comme on en voit plus tard dans les travaux de bien des abstraits de la seconde génération.

Naturellement, Magnelli n'en demeure pas là. Il fait le système dès qu'il le sent venir, et il le sent venir de très loin. Entre 1916 et 1919, il cherche des compromis, tantôt des figures évoquées de manière si allusive qu'elles manquent disparaître, tantôt des compositions d'ovales et ellipses rutilantes nommées « explosions lyriques » et où l'arrangement des courbes et contre-courbes se laisse aller à suggérer cuisses, ventre et gorge d'une nymphe moins invisible que les titres ne veulent le faire croire. L'anatomie gagne progressivement contre la géométrie, les arabesques se mêlent à nouveau en costumes.

Fin 1919 ou début 1920, alors que les anciens futuristes, Carrà en tête, redécouvrent les vertus des primitifs toscans, Magnelli le Florentin invente Magnelli le géométrique. Désormais aux proportions monumentales, paysans herculéens : la robustesse et l'Antiquité sont de mode. L'ex-abstrait ne sait ou ne veut résister à l'engouement mi-nationaliste mi-esthétique des

années 20 qu'incarne un Sironi. Un œil sur le Panthéon, un œil sur l'Italie contemporaine, il donne à sa chronique rustique des airs de défilé des Panathénées. Chirico lui-même ne lui est pas indifférent, quoiqu'il ne fasse que reprendre à sa « *pittura metafisica* » quelques effets d'architecture et ne tombe pas dans le chic Cinecittà néo-grec.

Cette dernière réserve lui a été presque fatale. S'il avait accepté toutes les concessions, s'il avait, comme quelques-uns, délibérément cherché le suffrage des stations balnéaires et des gens comme il faut, il n'aurait pas eu de difficulté. Ses œuvres auraient eu un public et des collectionneurs. Mais Magnelli prétend renouveler la figuration par

l'enseignement de l'abstraction et ne se pas se renier. Il lui faut des femmes-colonnes, des maisons-cubes, des arbres-cylindres, des murs plates et des volliers triangulaires. On imagine le malentendu. Ses paysages les plus pittoresques ont des airs de Gardanne vu par Paul Cézanne et ses « *ragazzo* » sont les petites sœurs des naïades archaïques du Picasso de 1928.

Résultat : incompréhension et échec. Le « réalisme imaginaire » - l'appellation est du peintre - ne séduit personne ; et sans doute ne séduit-il plus son auteur lui-même, qui peut estimer vers 1928 avoir épuisé les ressources de la synthèse de la figure et de la géométrie. Pour revenir à l'abstrait, il faut à Magnelli une crise, démentager

### Mécénat

M I-JUIN, Alain Crombecq qui avait réuni autour de lui, dans l'hôtel du Crédit local de France (ex-CAECL), rue de Lille, les principaux bailleurs de fonds privés du Festival d'Avignon : Outre l'hôte, fille de la puissante Caisse des dépôts, et mécène de longue date du Festival, les représentants de l'UAP, de Vuitton, d'Air France, de Total et de la FNAC. Chacun d'entre eux présente à la presse les raisons de son action et le détail de celle-ci. Tous restent étonnamment discrets sur le montant des sommes versées. « Peu de chose au regard de nos chiffres d'affaires », reconnaît l'un d'eux.

Pour ces entreprises propriétaires, le mécénat culturel est un excellent moyen de communication. Ce mot, sésame des années 80, revient sans cesse dans leurs propos. « La culture est un bon vecteur de communication interne », affirme le représentant de l'UAP, vieille abonnée du sponsoring sportif. « Mais nous ne sommes pas béotiens », précise-t-il. L'Héritier monté par Chéreau profite donc cette année de sa générosité.

concourt à la version définitive de *Repens*, que son auteur, Boulez, dirigera lui-même. Les représentations auront lieu dans la carrière Caillat, à Bouhon, déjà aménagée par son propriétaire pour le *Mahabharata* monté par Brooks. Pierre Boulez sera également présent au Centre Acanthes de la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, où il animera une session pédagogique parrainée par la Caisse des dépôts et consignations.

BILLETEL SPÉCIAL FESTIVAL Arrière des médailles vos places aux BORNES BILLETEL pour les festivals de l'Est. AVIGNON BEAUNE CHATEAUVALLON GRENOBLE-LE ZIGOM LYON BIENNALE INTERNATIONALE DE LA DANSE MARSEILLE PARIS FESTIVAL ESTIVAL SUDJ sur LOIRE VAISON LA ROMAINE Mais aussi à PARIS, pour les spectacles, les concerts, les expositions, le théâtre... LES BORNES BILLETEL : Toutes les FNAC de la région parisienne et des grandes villes de province, plus EUROMARCHE AUTEUIL et SI QUENTIN-EN-YVELINES ; et cet été en AVIGNON : Office de tourisme et Grand Poste. Informations : 36 15 BILLETEL. BILLETEL

ODEON THEATRE NATIONAL Comédie Française Un Théâtre pour le XXème Siècle 88/89 13 septembre - 16 octobre LES EXILÉS James Joyce Mise en scène: Jacques Bailion Coproduction: Théâtre de Carouge, Théâtre national de l'Odéon et Comédie-Française 25 octobre - 27 novembre RETOURS Pierre Laville Mise en scène: Patrice Kerbrat Coproduction: Théâtre national de l'Odéon, Théâtre national de Marseille-La Côle avec la participation de la Comédie-Française 6 décembre - 12 janvier LA VILLE DONT LE PRINCE EST UN ENFANT Henry de Montherlant Mise en scène: Jean-Louis Thamin Coproduction: Théâtre national de l'Odéon et Comédie-Française 24 janvier - 26 février UN BON PATRIOTE John Osborne Mise en scène: Jean-Paul Lucet Coproduction: Théâtre national de l'Odéon, Théâtre des Célestins avec la participation de la Comédie-Française ABONNEZ-VOUS! 43257032 Je désire recevoir la brochure de la saison 88/89 du Théâtre national de l'Odéon NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_ Bulletin à compléter et à retourner au Théâtre national de l'Odéon, 1 place Paul Claudel 75006 Paris accompagné d'une enveloppe timbrée à 3,70 F.

# Le Monde AVIGNON

## PROGRAMME

### FESTIVAL « IN »

**COUR D'HONNEUR**  
Hamlet, de Shakespeare, par Patrice Chéreau. Du 9 au 19 juillet, 22 heures.  
La Corte d'hiver, de Shakespeare, par Luc Bondy. Du 23 au 26 juillet, 22 heures.  
Five Stone Wind, par Merce Cunningham. Du 30 juillet au 4 août, 21 h 30.

**CARRIÈRE CALLET/BOULBON**  
Répons, de Pierre Boulez. Du 11 au 19 juillet, 22 heures.  
Nuit de l'IRCAM. 15 juillet, 22 heures.

**THÉÂTRE MUNICIPAL**  
Micromégas, de Paul Mefano, par Jean Deuromay. Du 10 au 13 juillet, 21 h 30.  
Simplement compliqué, de Thomas Bernhard, par Christian Colin. Du 20 au 27 juillet, 21 h 30.

**SALLE DE COURTINE**  
Dans la solitude des champs de coton, de Kohler, par Patrice Chéreau. Du 16 au 26 juillet, 21 h 30.

**BOUCHONY**  
Les Trois Sœurs, de Tchekhov, par Maurice Benichou. Du 15 au 31 juillet, 22 h.

**CLOITRE DES CARMES**  
Les Amis font les philosophes, de Lenz, par Bernard Sobel. Du 15 au 19 juillet, 22 heures.  
Le Géomètre et le Messager, d'après Kafka, par Isabelle Pousneur. Du 25 juillet au 1<sup>er</sup> août, 22 heures.

**CLOITRE DES CÉLESTINS**  
Musiques du Pakistan. Du 15 au 21 juillet, 19 heures.  
Cinéma. Du 15 au 20 juillet, 22 heures et 24 heures.  
Le Nouveau Menozzi, de Lenz, par François Rancillac. Du 26 juillet au 1<sup>er</sup> août, 22 heures.

**GYMNASÉ AUBANEL**  
Création, par Karine Saporta. Du 12 au 18 juillet, 22 heures.  
Les petits morts, par Nicole Mossoux. Du 18 au 20 juillet, 22 heures.  
A corps et à cris, par Marc Monnet. 18 et 20 juillet, 19 heures.  
Nouvelles, par Mark Tompkins. Du 23 au 25 juillet, 22 heures.  
Les Anques, par Jean-François Duroux. 27 juillet, 22 heures.  
Des Glas..., par Jan Fabre. 31 juillet, 1<sup>er</sup> août, 22 heures.  
Hommage à Yano. 28 juillet, 19 heures et 22 heures.  
Danse de caractère. 2 et 3 août, 19 heures.

**SALLE BENOÎT XII**  
L'Augmentation, de Georges Perac, par Didier Bezace. Du 11 au 19 juillet, 21 h 30.

Les Apprentis Sorciers, de Kleber, par Antoine Vitez. Du 22 au 26 juillet, 19 heures.  
Lieder, par Michel Hemmon. 28 et 30 juillet, 1<sup>er</sup> août, 21 h 30.

**FACULTÉ DES SCIENCES**  
Six personnages en quête d'auteur, de Pirandello, par Vessiliev. Du 17 au 21 juillet, 22 heures.

**PÉNITENTS BLANCS**  
Freaks, d'après Tod Browning, par Germaine de Kermadon. Du 10 au 20 juillet, 21 h 30.  
Je me souviens, de Georges Perac, par Sami Frey. Du 25 au 31 juillet, 21 h 30.  
Reverdy, par Alain Cuny. Du 27 au 29 juillet, 17 heures.

**CORDELIERS**  
La Journée des chaussures, de et par Daniel Emilfork. Du 18 au 24 juillet, 22 heures.  
André du Bouchet, lectures. Du 16 au 18 juillet, 19 heures.  
W ou le Souvenir d'enfance, de Georges Perac, par Jean-Claude Grumberg. Du 21 au 25 juillet, 19 heures.

**CLOITRE DU PALAIS VIEUX**  
Chronique d'une fin d'après-midi, de Tchekhov, par Pierre Romani. Du 15 au 21 juillet, 18 h 30.  
Texte ms, lectures. Du 23 au 28 juillet, 19 heures.

**THÉÂTRE DES HALLES**  
Le Fursula, de Genet, par Alain Timar. Du 12 au 31 juillet, 22 heures.

**HOTEL SAINT-LAURENT**  
La Vie mode d'emploi, de Georges Perac, par Michael Lonisdale. Du 20 au 25 juillet (1<sup>re</sup> partie 19 heures, 2<sup>e</sup> partie 22 heures).

**TINEL DE LA CHARTREUSE (conservatoire)**  
Les Coréens, de Michel Vinaver, par Viviane Théophilides. Du 11 au 13, 18 et 19 juillet, 19 heures.  
L'Épreuve, les Sincères, de Marivaux, par Jean-Pierre Miquel. Du 11 au 13, 18 et 19 juillet, 22 heures.  
Répertoire, classe Mesguich. Du 15 au 18 juillet, 19 heures.  
Répertoire, classe Vincent. Du 15 au 16 juillet, 22 heures.  
Ce fou de Jourdain, de Bougakov, par Tabakov. Du 22 au 26 juillet, 21 h 30.  
La Mort du prince, de Pessoe, par Luis Miguel Cintra. Du 1<sup>er</sup> au 3 août, 21 h 30.  
Monsieur Pirandello, de Tabucchi, par Jean-Claude Jay. Du 1<sup>er</sup> au 3 août, 19 heures.

**CLOITRE DE LA COLLÉGIALE**  
Tir et Lir, de Marie Redonnet, par Alain Françon. Du 12 au 20 juillet, 22 heures.  
Dom Juan 2000, de et par Philippe Avron. Du 22 juillet au 3 août, 22 heures.

**CLOITRE DU CIMETIÈRE**  
Le Tombeau d'Achille, d'Euripide, par Thierry Salmon. Du 10 au 18 juillet, 22 heures.  
Le Marteau sans maître, de Boulez. 19 juillet, 22 heures.  
Didon et Enée, de Purcell. 27 juillet, 22 heures.

**TROUPES AVIGNONNAISES**  
Chêne noir.  
Une noce, de Tchekhov, par Gérard Gelas. Du 9 au 30 juillet, 21 h 30.

**THÉÂTRE DES CARMES**  
Le Banquier anarchiste, de Fernando Pessoa. 7 juillet-3 août, 17 h 30.  
Molière au cœur, d'André Benedetto. 7 juillet-3 août, 21 h 30.

**LE REGARD ABSINTHE**  
Crescendo, de Dino Buzzati, par Malika Smouk. 9 juillet-3 août, 17 heures et 19 heures.

**ÉGLISE DE LA CHARTREUSE**  
Concerts. 12, 13, 17 (18 h 30), 19 (17 h 30).

### FESTIVAL « OFF »

Les programmes et informations concernant les spectacles présentés Off Festival sont disponibles à Avignon, au bureau d'accueil, Conservatoire de musique, place du Petit-Palais. De 11 heures à 20 heures tous les jours.

### DÉBATS ET LIVRES

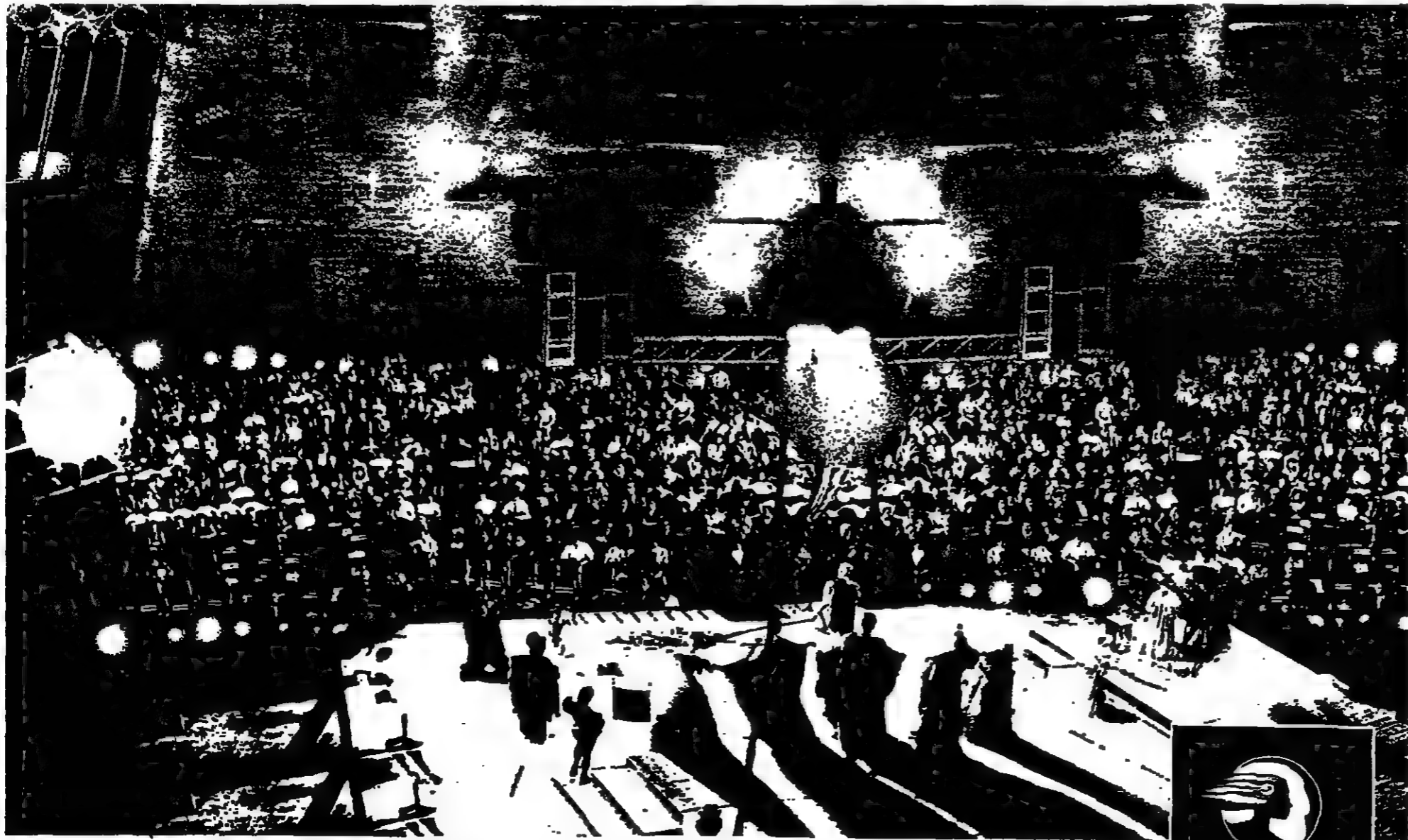
Comme chaque année, tous les après-midi, à 17 heures, le public est invité à rencontrer les metteurs en scène, acteurs, musiciens, danseurs, scénographes, auteurs qui participent au programme du Festival. Le calendrier des rencontres est affiché au jour le jour à l'entrée du Varger et fait l'objet d'une publication séparée disponible au bureau de location.

Un débat est organisé par le Monde le 17 juillet, à 18 heures, au Palais de l'ancien archevêché, en présence du ministre de la culture et de la communication, Jack Lang, sur le thème « Auteur, théâtre, XX<sup>e</sup> siècle », qui a fait l'objet d'un numéro spécial. Le SACD et Christian Dupeyron (Acte Sud/Papier) installent « la Roulotte des auteurs » dans la cour de la maison Jean-Vilar. Plus de deux mille textes dramatiques sont disponibles. Le bureau d'Avignon Public Off et la cellule Marchéaux du Cloître Saint-Jean à la Chartreuse de Villeneuve, font également office de librairie.

**NUMÉROS UTILES** : Location : 90-86-24-43. - Minéral : 36 15 88181. - Offices de tourisme : Avignon, 90-82-65-11; Villeneuve, 90-25-61-33. - Renseignements hôteliers : 90-82-05-81.

Numéro spécial conçu par COLETTE GODARD et réalisé par CHRISTINE VOS sous la direction de DANÈLE HEYMANN

## NOUS FAISONS PLUS QUE CONSTRUIRE DES THÉÂTRES, NOUS VOULONS LES FAIRE VIVRE.



Depuis vingt ans, nous finançons les projets locaux, sources du bien-être des citoyens. Notamment des théâtres. Mais depuis quatre ans, nous faisons plus que construire des théâtres. En parvenant le Festival d'Avignon, c'est toute la création théâtrale française que nous encourageons. En Avignon, en effet, sont présentés des spectacles prove-

nant de plus de 20 villes françaises. Forts de ce label, ces spectacles vont rayonner dans plus de 50 villes en France puis au-delà des frontières. Une création théâtrale, c'est une pierre de plus dans l'édifice culturel de notre pays.

Parrain du Festival d'Avignon, le Crédit Local de France aide les villes à faire vivre leurs ambitions théâtrales.

**P<sup>r</sup> MÈCÈNE DU FESTIVAL D'AVIGNON**



GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## EXPOSITIONS

**MUSEE ROOM**  
DODEIGNE  
14 août 1988  
FESTIVAL INTERCELTIQUE  
LORIENT

*(The rest of the page contains dense, illegible text from an adjacent page.)*







Spectacles

CINEMA

FRANCIS (A. v.o.) : George V, 45-62-41-46; Bienvenue Montparnasse, 15-45-25-20.

LA VIE EST UN LONG FLEUXE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 15-42-97-53-74; Gaumont Ciel, 15-42-97-53-74.

LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.) : L'Union Champion, 5-43-26-84-65.

LE GRAND BLEU (Fr. v.o.) : Gaumont Les Halles, 15-40-26-12-12; Juliette Odéon, 15-43-25-59-43; Gaumont Ambassade, 15-41-51-19-08.

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : L'Académie, 6-45-44-57-34; George V, 6-45-42-41-46.

HAIRBRAY (A. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 15-42-97-53-74; UGC Danton, 15-42-25-10-30.

Météorologie

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 6 juillet à 0 heure et le jeudi 7 juillet à 24 heures.

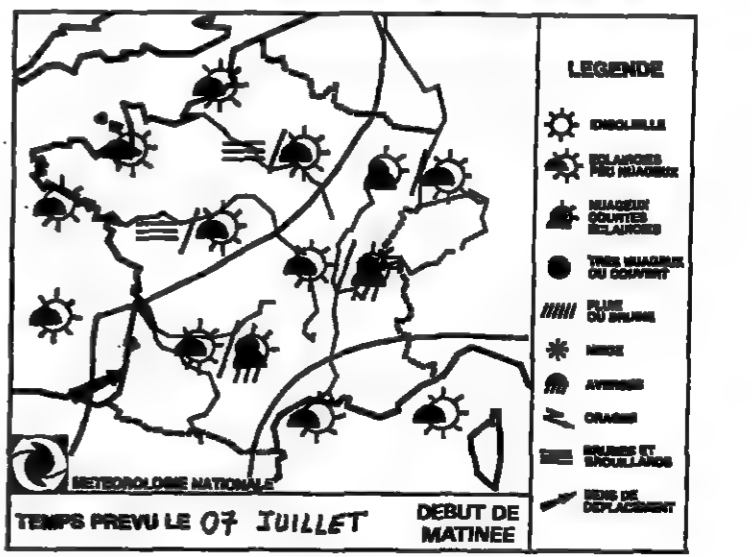
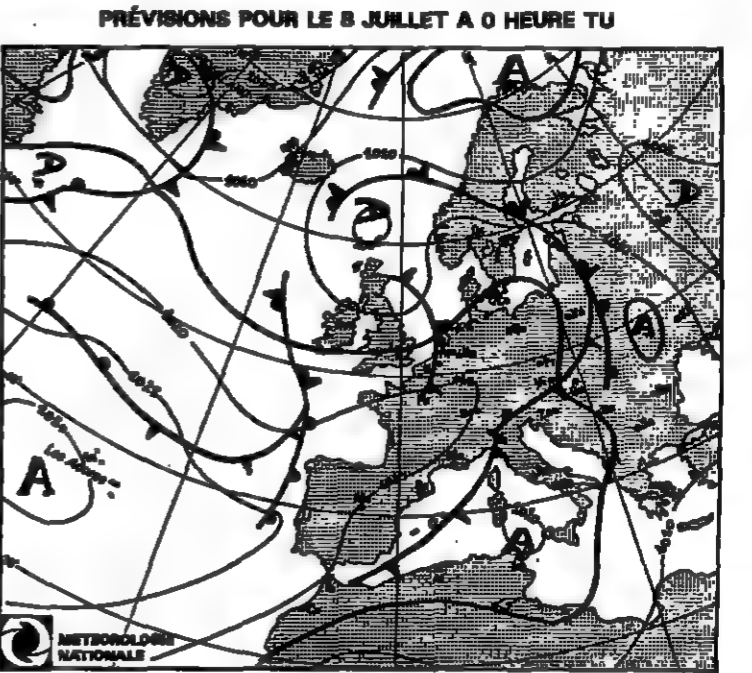
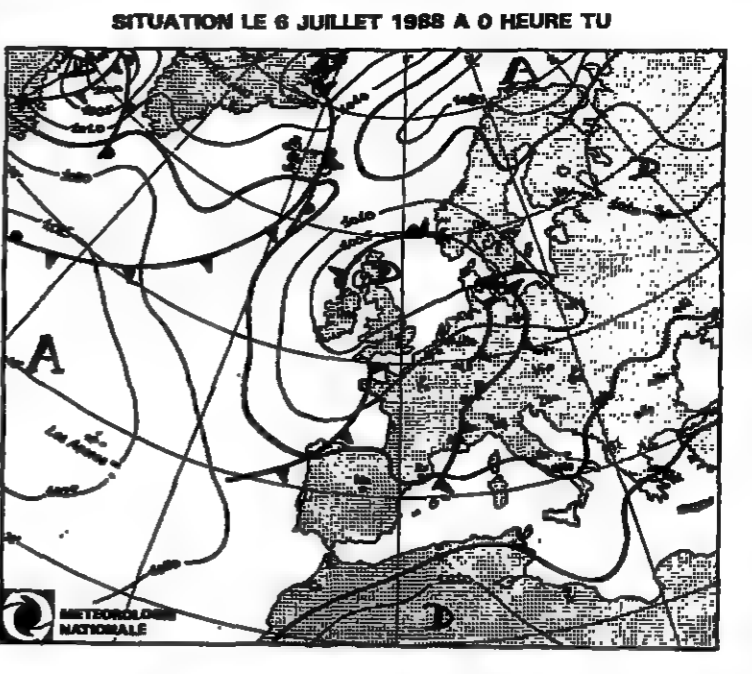


Table with columns for temperature maxima, minima, and observed times for various cities across France and Europe.

LES FILMS NOUVEAUX: DOUBLE DÉTENTE. Film américain de Walter Hill, v.o. Gaumont Les Halles, 15-40-26-12-12.

LES GENS DE DUBLIN (A. v.o.) : L'Union Champion, 5-43-26-84-65. LE GRAND BLEU (Fr. v.o.) : Gaumont Les Halles, 15-40-26-12-12.

**Exceptional biological scientist  
to manage commercially-oriented research**

**Extend our technological lead  
into the twenty-first century.**

**Your time starts now.**

**From £40,000+ choice of quality car**

Pedigree Petfoods leads the food industry in both commercial performance and technical achievement. As well as developing the UK's biggest-selling grocery brand and many other market-leaders, our R&D division has been consistently successful in generating the technological innovations that have given Mars Group food companies a competitive edge throughout the world.

Now, following an international career development move, we seek an exceptional young individual to manage the strategic research programme which will ensure retention of this technical lead — on a European and, increasingly, global basis — into the next century.

Looking between two and twenty years ahead, you will manage a high-calibre team of research scientists working on the identification and development of technologies designed to secure our future commercial success. Your brief will include the creative investigation of novel options across the full spectrum of biological sciences, from food science to biochemistry and biotechnology. This will involve a strong external focus on academic and research institutions around the world, with the aim of applying new knowledge creatively to business ends: considerable international travel will therefore be involved.

Working closely with product development, marketing groups and other key functions, you will have wide freedom to deploy substantial and diverse R&D

resources in order to anticipate and satisfy the business needs of the future: your technical expertise must therefore be backed by a high level of commercial judgment.

Preferably PhD-qualified in any biological science, you will readily demonstrate how the achievements of your 5-8 years' career (whether in process industry or independent research) have resulted in significant commercial benefits, and will welcome the opportunity to influence the technological direction and business success of a £500-million company. It follows that your personal impact and persuasive skills will be of a high order.

The position offers excellent career development opportunities within the international Mars Group. Benefits include private health care and comprehensive assistance with relocation to the attractive rural East Midlands of England, if appropriate.

To find out more, call 19 44 47664253 (line manned 8am-8pm, Mon-Fri). Do NOT send a cv at this stage. Closing date for receipt of completed application forms 20th July 1988.

We welcome applications equally from women and men.

**Pedigree  
Petfoods**



**OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS  
à MUNICH**

recrute

**UN TRADUCTEUR**

pour la section française de son service linguistique, pour la traduction vers le français de textes allemands et anglais à caractère juridique, économique ou technique.

**QUALIFICATIONS :** diplôme universitaire de langues vivantes ; une expérience pratique dans le domaine linguistique concerné serait un avantage ; Maîtrise parfaite du français et très bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais. Élégance du style, clarté et précision de l'expression et aptitude à acquérir des connaissances techniques et spécialisées.

Comme les autres organisations internationales, il est offert pour ce poste un traitement élevé, exempté de l'impôt national sur le revenu, auquel s'ajoutent, le cas échéant, diverses indemnités telles que l'indemnité d'expatriation.

Les candidatures doivent être présentées sur le formulaire spécial délivré par l'OEB et être adressées le plus vite possible à  
L'OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS  
Service du personnel - Erhardstrasse 27, D-8000 MUNICH 2.  
Téléphone : (089) 2399 4316.

**Le Monde**

**CADRES**

**CPIO**

**THE LAIRD GROUP P.L.C.**

Compagnie des Produits Industriels de l'Ouest

Nous appartenons à un groupe «leader» en Europe dans son métier (2,5 Mds de CA).  
Nous développons et fabriquons des composants complexes pour l'industrie et l'automobile.  
Nous recherchons un

**RESPONSABLE  
DE L'INDUSTRIALISATION**

Vous êtes ingénieur diplômé Grande Ecole, débutant ou confirmé, passionné par l'organisation et les «process» nouveaux. Rejoignez-nous à NANTES.

Adresser votre candidature sous réf. R.I. à Mme HEURTAULT  
CPIO - BP 1226 - 44023 NANTES Cedex 01.

**Centre hospitalier régional de Tours**

recherche

**UN STATISTICIEN  
(niveau maîtrise)**

&

**UN ANALYSTE FINANCIER  
(niveau DECS)**

Rémunération intéressante.  
Expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer C.V. à : Monsieur le Directeur du Personnel,  
Centre Hospitalier régional de TOURS, 37044 Tours Cedex.

NOTRE GROUPE SPÉCIALISTE DANS LA FABRICATION DE  
VANNES PAPILLON, AUTOMATISMES ET ACTIONNEURS  
LIES AU SECTEUR DE POINTE,

recherche

pour son usine de la ROCHE CHALAIS (Dordogne)

**Ingénieur  
Logistique**

Rattaché au Directeur Général de production, vous aurez la responsabilité d'organiser et de coordonner les fonctions planification, lancement, approvisionnements, magasin emballage et transport en étroite liaison avec la production et le commercial.  
Ingénieur, vous avez déjà acquis en milieu industriel la maîtrise de la logistique et de la gestion informatisée de production.

L'ampleur des responsabilités, l'autonomie attachées à la fonction et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions à :  
AMRI - Service du Personnel  
40, rue Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET CEDEX

athena research

Une nouvelle société pour la recherche de terrains et de bâtiments, faisant partie du groupe financier le plus important en Italie, recherche :

- 1 - ASSISTANT A LA DIRECTION DU REAL ESTATE
- 2 - EXECUTIVE FINANCIAL ANALYST

Pour ces postes il est nécessaire d'avoir de l'expérience dans la distribution de détail avec références dans des shopping centers, hypermarchés, supermarchés, si possible en France.

- 3 - ARCHITECTE POUR LES SURFACES DE DISTRIBUTION AU DÉTAIL

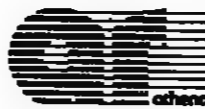
Il est nécessaire d'avoir de l'expérience dans l'évaluation du coût de la location et de son développement, de l'étude de la réalisation et l'utilisation des données de recherches au consommateur pour shopping centers, hypermarchés, supermarchés, projets commerciaux de renouvellement industriel et urbain.

Date d'entrée : mi-septembre 1988.

Lieu de travail : Milan - Italie.

Envoyer curriculum vitae sous chiffre AR 21912 LM à :

ATHENA Research  
via S.C. Serbelloni 4 - 20122 Milano (Italy)



Exceptional scientist  
to lead new product d

Be the brains  
behind our next

From £40,000 + choice of

*[Faded text from an adjacent page, likely containing more job listings or company information.]*

**DI**

**MOO**

**INSTITUTEURS**

**PROFESSEUR**

Le Monde INTERNATIONAL

Le Monde CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS à MUNICH... TRANDUCTEUR... OFFICE EUROPEAN DES BREVETS

Le Monde CADRES

THE LIND GROUP P.L.C. Produits Industriels de l'Ouest... RESPONSABLE INDUSTRIALISATION

DIF... STATISTIQUES... FINANCIER

Exceptional scientist to lead new product development

Be the brains behind our next best-sellers.

From £40,000 + choice of quality car

Over the years, a highly successful record of brand launches has established Pedigree Petfoods as the major force in one of the most competitive sectors of the food industry. A combination of outstanding technological innovation and strong marketing skills has created a range of brand-leaders - including the UK's biggest-selling grocery item - that together generate annual sales of over £500 million. Now, following an international career development move, we are looking for an exceptional young scientist to head up our vitally important new-product development programme. This is becoming increasingly international in focus, so travel will be involved. You will concentrate on finding successful ways to broaden our existing petcare product portfolio, both by responding to newly identified market needs and by initiating technological developments offering strong commercial potential. Managing a high-calibre team dedicated to NPD activity, you will work closely with marketing colleagues to define objectives, and will oversee the technical development of products from initial concept through to full commercial scale-up. A proven ability to translate consumer demands into innovative product concepts and an eclectic approach to new advances in technology are therefore essential. Preferably PhD-qualified with a good first degree in a chemical or biological science, you will be able to demonstrate around 5-8 years' impressive NPD achievement in food, pharmaceuticals, packaging or a similar fast-moving sector. You will also be an effective communicator and motivator, used to managing and prioritising a variety of projects, and well able to back your judgments at the highest levels. This is a very high-profile position, and future broadly-based career development should result in significant management responsibilities within the international Mars Group. Benefits include private health care and comprehensive assistance with relocation to the attractive rural East Midlands of England, if appropriate. To find out more, call 19 44 47664253 (line manned 8am-8pm, Mon-Fri). Do not send a CV at this stage. Closing date for receipt of completed applications: 20th July 1988. We welcome applications equally from women and men.



2 FORMATEURS

Pour enseigner stages 10-25 ans, niveau V bis, dont un formateur unique grande surface, connaissance de ce secteur souhaitée, et un formateur reconnu à niveau polytechnique, expérience exigée. Salaire brut: 8.000 F. Envoyer C.V. à: M. le directeur de Strasbourg-A.L.S.I.E., 24, rue Edouard-Beaudeau, 63110 Romy-sous-Bols.

CADRE ÉDUCATIF

Responsable internet masculin. Expérience souhaitée. Env. CV au Foyer des PTT 26, av. du Président Wilson, 94320 CACHAN.

DEMANDES D'EMPLOIS

PROF. PHIL. et ÉCO. 6 ans exp. RESULTATS PÉDAGOGIQUES REPTS. FORM. GDE ÉCOLE/DOC-TORAT. ch. poste enseign. ds juillet. Tél. 42-27-85, 67-85, 7, av. Gallieni, 63110 Romy-sous-Bols. URGENT. Cause décès employeur. Maître d'hôtel péruvien, 15 ans expér. service restauration. Poste péru. francoph. accrédité à Strasbourg. Ind. poste plus personne ou organisation, statut diplomatique ou assimilé, excellentes références. Disponible immédiatement. AMBROISE CRUZ, 8, rue Eckmann-Charrier, 67000 Strasbourg. J.F. 35 ans, études sup., droit, SP, ch. poste ass. et cont. dans entreprises performantes. Disp. immédiate. Tél.: 70-07-81. DANIELE V.P. CHERCHE EMPLOI représentation secteur indéterminé. 115-116-FRANCA et 78, 116-122-82. J.H. 30 ans, assistant en Mécanique (I.T.C.) spé. coupure fluide, structure. Expérience inf. Poste. Étude des propos., y compris les stages en lab. solent. Tél.: 13-32-4137-4138. L.F. 30 ans PIGISTE. Form. CPJ et Maître. Lettr. Sér. inf. ch. poste sujet ou rempl. journal en juillet. Tél.: 43-96-10-98. CADRE ACHATS ALIMENTAIRES. propose SON EXPERIENCE distribution, importation, restauration collective. Ecr. sous le n° 8888. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montreassy, 75007 Paris. CHAUFFEUR GARDE DU CORPS. ch. poste dans tous pers. Sér. Azouli Pascal, 15, rue Masson, 4100 Bourges (Bourges). Tél.: 13-32-4137-4138. Documentation, J.F. 23 ans DUT documentation, diplôme de l'institut français de presse. Sér. emp. post. contact, nouv. poste stable. Ecr. sous le n° 9685. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montreassy 75007 Paris. Service télématique vend. cause double emploi, un terminal de composition FIET: référence EDT 408, avec son écran équipé d'un tube à rayons cathodiques. Libre dès le 15 août. L'ach. en 1988, valeur 80 000 F. offre pour 40 000 F. Tél.: 43-47-96-48.

ANIMATEUR

de formation et de perfectionnement professionnels titulaire de diplômes universitaires (maîtrise de psychologie, de sociologie, maîtrise de sciences et techniques communicationnelles). Expérience de pédagogie des adultes souhaitée en vue animation de stages (communication, rel. humaines...). Contrat à durée déterminée. Salaire brut: 11.169,53 F x 13,66. Adresse C.V. détaillé à M. le Chef de personnel, 17-19, rue de Flonch, 75835 PARIS Cedex 19 avec la S.AUT 1888.

L'AGENDA

Jeune fille au pair. Ch. au pair pour occuper les années de vacances, doit savoir monter à cheval. Photos Més Clegg 257. Bague Road Newmarket Suffolk IP23 3PJ G.-B. Jeune fille/étudiante au pair. EN BOURSE ALLEMANDE ? Fam. J. Fritsch. Ulmweg 67-1204 Thun. Tél.: 15-41/33/35 44 87. Stages. DO YOU SPEAK ENGLISH? Sœurs linguistiques en ds Londres pour enfants/étudiants. Domicile en grando. Tél.: 12 95-24-36. Vacances. Tourisme. Loisirs. Cours. COURS D'ARABE. Cours intensifs et accélérés, accès, septembre, octobre. A.P.A.C. - 43-82-92-92. Enseignement. ÉTABLISSEMENT PRIVÉ. sous contrat d'association avec l'État, réouverture pour la rentrée prochaine. ENSEIGNANT. pour le DECF (ex-DECS) dans les UV 9 et 12. CAPET indispensable, agrégation doctrine et gestion souhaitée. Ecr. sous le n° 8323. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montreassy 75007 Paris. Informatique. Service télématique vend. cause double emploi, un terminal de composition FIET: référence EDT 408, avec son écran équipé d'un tube à rayons cathodiques. Libre dès le 15 août. L'ach. en 1988, valeur 80 000 F. offre pour 40 000 F. Tél.: 43-47-96-48. SAINT-MANDE. Paris Paris, métro. Séjour long, personnes âgées usagées. Ambiance familiale. Horaires de places limitées. Jardin. Les Merisiers: 43-25-12-61.

INTERIM-NATION TRÈS LONGUE MISSION

INGÉNIEURS FILATURE TEXTILE. CAPABLE CONCEVOIR USINE. 75, bd Ponceau-REX Nation. Tél.: 43-45-50-00. capitaux propositions commerciales. INVESTISSEMENT SECTEUR DES LOISIRS à VENDRE PARC DE LOISIRS CATALOGNE-ESPAGNE. Excellente zone de stabilité pesada. Attractions destinées aux familles. Emplacement idéal. 100 hectares avec infrastructure complète et parcelles de culture variées. Poss. d'obtenir une propriété complète, y compris hôtel et autres types de restauration. Reinvestissements en toute confiance à L.E.A. LONDON-W14 8LA.

DIF DIE ZUKUNFT LÄNDERREFERENTEN/INNEN FÜR FRANKREICH UND SÜDEUROPA MOOG CONSULT. S.A. INTERNATIONAL MANAGEMENT

LOCATIONS DE CHAMBRES D'ÉTUDIANTS « SPÉCIAL PARTICULIER » FORFAIT 5 LIGNES 329 F TTC

LYCÉE FRANÇAIS DE SAN SALVADOR AP 139 SANTA TECLA. 2 INSTITUTEURS. 1 PROFESSEUR

Le sud COMIN AQUATRA leader en traitement d'eau au Maroc RECRUTE UN INGÉNIEUR

secrétaires. automobiles ventes de 5 à 7 CV.

TRADUCT. EN RFA. TRANDUCTEURS TECHNIQUES. L'Agence de langues maternelles française et anglaise. Une bonne connaissance de la langue allemande est exigée.

Le Monde INTERNATIONAL

SWITZERLAND THE BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS, an international institution in Basle, is looking for a STATISTICIAN/DATA BASE TECHNICIAN

LA COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES À LUXEMBOURG directeur

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

apartements ventes appartements ventes appartements ventes appartements achats. Listings for various locations including Paris, Val-d'Oise, Yvelines, Haute-de-Seine, and Val-de-Marne.

Les Belles Propriétés du Monde

BUSSY-ST-GEORGES, PETIT CHATEAU 17, 10 KM PARISIEN 75 KM PARIS. Real estate listings with photos and descriptions.

SÉLEC. DRAVEIL-CHAMPROGAY. Real estate listings on the right side of the page.











Le Siey court terme

Le Président, M. Pierre Lacroix, a déclaré : "Monsieur Siey court terme..."

ns filipacchi

Philipacchi est devenu... 7,75 francs par action...

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4000

Community Communities

Bank of America, Citicorp, etc.

**ASSURANCE GÉNÉRALE D'ORIGNY**

**MESSAGE DU PRÉSIDENT**

Quelle richesse d'événements pour notre Groupe en 1987 !

Tout d'abord une présence parmi les meilleures valeurs du Second Marché de la Bourse de Paris. Ensuite, un record de 250 millions de francs. Enfin, une progression de notre chiffre d'affaires consolidé de 290 millions de francs à 441 millions de francs et une amélioration du résultat net de 4,9 % à 6,8 %.

Cette réussite confirme et affirme encore plus notre position sur le marché de la Monétique en forte évolution.

Si l'exercice écoulé s'est caractérisé par une consolidation de nos activités de base, déjà d'autres perspectives se présentent qui enrichiront davantage nos compétences. Ainsi, en fin d'année, SODINFORG s'est intéressé à la Télé-distribution en prenant une participation impor-

tante dans un groupe spécialisé dans l'achat à distance qui constitue l'interface entre la Télématique et la Monétique.

En 1988, la forte croissance du marché de la Monétique et de son environnement devrait permettre à SODINFORG d'augmenter son chiffre d'affaires d'environ 30 % et de maintenir son taux de marge bénéficiaire.

Le Marché va bientôt considérablement se développer par l'ouverture prochaine des frontières de l'Europe, offertes à SODINFORG un vaste champ d'actions pour l'ensemble de ses activités.

Notre ambition s'aligne face à ce nouveau pari, et nous réitérons, riches de la confiance que nous témoignent nos partenaires clients, consommateurs, distributeurs et banquiers, riches aussi de la cohésion de notre Groupe et de celle de nos actionnaires.

**SODINFORG** Bernard BOSMORIN

**EXERCICE 1987 - CHIFFRES CLÉS**

	1986	1987
Chiffre d'affaires consolidé (en MF)	289.075	441.268
Marge brute d'autofinancement (en MF)	21.171	41.744
Résultat net (en MF)	14.164	30.030
Résultat net par actions (en F)	8,34	24,95
Dividende (hors avoir fiscal) (en F)	6,50	10,50

Le rapport annuel est disponible sur simple envoi de votre carte de visite - 21, rue des Bourdonnais - 75001 PARIS.

**ALLOCATION DU PRÉSIDENT  
LORS DE L'ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 17 MARS 1988**

**NORD-SUD  
DEVELOPPEMENT**

Mesdames, Messieurs, chers actionnaires,

Il y a maintenant trois ans que NORD-SUD DEVELOPPEMENT a été créée par la Caisse des Dépôts et Consignations et la Caisse Centrale de Coopération Economique. Après quelques hésitations, les milieux financiers se sont vite convaincus de l'intérêt de l'expérience et ont formé nos premiers souscripteurs. Il restait à démontrer la viabilité de cette formule.

C'est le bilan que je voudrais examiner avec vous, le délai me paraissant suffisant pour le faire.

Nous avons toujours dit, il suffit pour cela de se référer aux deux assemblées précédentes, que nous privilégierions la prudence, tout en essayant d'assurer une rentabilité satisfaisante à nos actionnaires.

C'est ainsi que depuis l'ouverture au public le 15 avril 1985, la performance actuarielle annuelle a été de 11,7 %, coupons réinvestis. Comparé à une inflation moyenne de 3,5 %, ce résultat peut être estimé très satisfaisant. Si l'on veut maintenant examiner ce qui s'est passé en 1987, il est intéressant de constater que la SICAV NORD-SUD DEVELOPPEMENT, toujours fidèle à une politique de prudence s'est retrouvée dans le peloton de tête des SICAV obligataires internationalement diversifiées, treizième sur cent soixante dix (source TGF).

De nombreux articles dans la presse et des commentaires à la radio ont souligné cette réussite qui peut paraître paradoxale à certains.

Si l'on examine maintenant l'évolution de l'actif et du nombre d'actions, on constate que l'actif est passé de deux cent millions de francs à la création, à six cent trente et un millions sept cent mille francs le 31 décembre 1987. Le nombre d'actions, quant à lui, a progressé de deux cent mille à cinq cent vingt six mille cinq cent vingt trois, exactement. Ces résultats sont satisfaisants, mais ne sont pas à la hauteur des ambitions des promoteurs de cette SICAV, qui désiraient en faire un instrument important du développement.

En fait, il semble que les français ne connaissent pas encore la qualité intrinsèque de NORD-SUD DEVELOPPEMENT : un placement sûr, rentable, et dont l'utilité a été largement démontrée.

René LENOIR

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE MATRA  
DU 30 JUIN 1988**

**ALLOCATION DU PRÉSIDENT : UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT QUI NE SE LIMITERA PAS À L'EUROPE  
DIVIDENDE : + 12,2 % - AUGMENTATION DE CAPITAL : ÉMISSION D'ACTION À RAISON D'UNE ACTION NOUVELLE POUR SIX ANCIENNES**



**ALLOCATION DU PRÉSIDENT**

Je suis heureux d'annoncer solennellement à cette Assemblée du 30 juin 1988 que 300.000 actionnaires nouveaux ont fait confiance à Matra et sont devenus les partenaires de ceux qui nous sont restés fidèles depuis bien longtemps malgré les péripéties que nous avons traversées.

Ces nouveaux actionnaires venus à l'occasion de la privatisation de notre Société représentent une nouvelle génération, un nouveau public, conquis ces dernières années par l'Entreprise. Ils ont marqué leur confiance, leur implication, leur engagement vis-à-vis de l'Entreprise en devenant des Actionnaires, ce que je considère comme dynamisant pour l'industrie de notre Pays.

Il y a 6 ans - jour pour jour - le 30 juin 1982, notre Assemblée accueillait l'État comme actionnaire majoritaire. Bien que j'aie clairement exprimé ma désapprobation à ce changement, je vous ai assuré que ma fidélité et mon dévouement à Matra resteraient intacts tant que je pourrais maintenir l'essentiel de la stratégie du Groupe, une indépendance suffisante et la poursuite d'un programme de Recherche et Développement prioritaire même s'il devait nuire aux profits. Ceci a pu être fait et je dois en rendre grâce aux représentants de l'État. Pourtant, nous n'avons pu augmenter nos fonds propres et avons quelquefois souffert d'une mobilité insuffisante pour saisir certaines opportunités.

En revanche, nous avons mis ces années à profit pour recentrer nos activités, élarger des branches dont la rentabilité se révélait problématique, renforcer celles où nous pouvions prétendre à des positions de leader international. Matra est aujourd'hui plus forte, en ayant maintenu sa stratégie fondamentale : un Groupe de Haute Technologie diversifié à très fort potentiel de développement.

Grâce au statut retrouvé de Société Privée, Matra va disposer de tous les atouts nécessaires à une nouvelle phase d'expansion interne et externe, nationale et internationale. Il n'est pas inutile de rappeler que notre Société est jeune : née pratiquement après la guerre, son chiffre d'affaires - depuis 25 ans que je la dirige - a été multiplié par près de 400. Ceci n'a pu être accompli que

parce qu'elle a maintenu une totale indépendance, tout au long de ce parcours, et que son indépendance, c'est avant tout l'indépendance affirmée de son actionariat dont la détermination a été inébranlable en toute circonstance. C'est ainsi que je veux continuer la route, à la suite des Fondateurs, Messieurs Floirat et Chassagny. J'ai mobilisé tous les moyens dont je dispose (principalement le contrôle de la Holding MMB créée en 1982 avec tous les actionnaires de Matra présents avant l'entrée de l'État) pour garantir à la Société un actionariat stable, solide qui l'abrite contre toute tentative d'ingérence extérieure. La part de MMB seule est passée de 6 %, au moment de la privatisation, à plus de 10 % aujourd'hui, elle atteindra très prochainement 15 % et ultérieurement 20 à 25 %. De plus, le personnel a marqué sa foi en l'avenir en acquérant 10 % du capital et il sera représenté au Conseil d'Administration, en même temps, du reste, que les actionnaires du Grand Public. Il m'est apparu essentiel que la nouvelle structure du capital démontre une ambition stratégique européenne. La privatisation offrait une opportunité que nous avons saisie. Désormais 10 % sont répartis entre 3 des plus grands groupes européens : Daimler-Benz en Allemagne, General Electric Marconi en Grande-Bretagne, Wallenberg (c'est-à-dire Ericsson, Saab, Asea) en Suède. D'autres groupes sont rentrés au niveau de filiales comme Fiat en Italie.

Notre stratégie de développement ne se limitera pas à l'Europe. Les États-Unis constituent - pour la Haute Technologie - un milieu, un environnement, un marché sans lequel on ne peut pas prétendre faire partie de l'élite. Nous nous efforcerons de réussir une implantation substantielle dans ce grand pays pour établir un vrai "pont technologique". Cela est possible et je viens de le démontrer avec le Groupe Hachette.

Enfin, il est grand temps de resserrer des liens solides avec le reste du monde. Le Moyen-Orient, client fidèle dont l'économie est parfaitement complémentaire de l'Europe, l'Extrême-Orient, trop souvent redouté pour sa compétitivité, mais représentant un marché considérable que l'on peut pénétrer à condition que l'on y fasse les efforts suffisants et continus.

La mode est aujourd'hui aux concentrations d'entreprises, au gigantisme. Certains pensent que Matra est trop petit, trop hexagonal pour rester longtemps indépendante. C'est faux et j'apporterai deux réponses.

- Dans la "Haute Technologie", le succès couronne l'innovation, la motivation, la culture de l'Entreprise et non la masse, car la différence se fait essentiellement sur la supériorité technique aussi bien pour les systèmes que pour les produits ou les équipements.

- Ensuite le Groupe Matra, outre ses alliés européens minoritaires, bénéficie, au sein du Groupe que j'anime, du rapprochement avec le Groupe Hachette, un des géants mondiaux de la Communication. La complémentarité de la Haute Technologie et des Services crée une synergie importante. Ces deux Groupes - indépendants mais rapprochés - totalisent des activités et une rentabilité qui les classent ensemble aux tous premiers rangs des groupes privés français. Cela constitue un atout important en France, mais surtout dans le monde.

Matra ne manque donc ni de moyens ni d'ambitions. Les résultats de 1987 marquent une progression de 50 % sur ceux de 1986 et les prévisions de 1988 sont très bonnes. Bien sûr pour les réaliser, il faut maintenir la stratégie que j'ai définie et poursuivre la modernisation. C'est ce que je m'engage à faire avec la rigueur toujours indispensable à une grande politique d'expansion. Pour cela aussi nous avons les hommes et les meilleurs qui viennent à Matra, acquièrent l'esprit fameux de l'Entreprise. Un rajeunissement sans précédent a été entrepris dans toutes les activités opérationnelles. Peut-être, est-ce là, dans l'association intime entre les gens d'expérience et les gens inventifs et dynamiques, que repose le plus sûrement l'avenir de Matra.

Jean-Luc Lagardère

**DIVIDENDE**

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 1988 a décidé la mise en répartition d'un dividende net de 5,50 F par action, contre 4,92 F (valeur ajustée) au titre de l'exercice précédent. Ce dividende a été remis en paiement le 5 juillet 1988.

**AUGMENTATION DE CAPITAL**

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, s'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire, au cours de laquelle un certain nombre de décisions financières ont été prises. Le Conseil d'Administration réuni le même jour a, en particulier, fixé les bases d'un projet d'augmentation de capital dans la proportion d'une action nouvelle pour six anciennes. A ces actions seraient attachés des bons de souscription donnant la possibilité de souscrire une action nouvelle pour deux bons.

**Relations et Informations Actionnaires :**

- Service Minitel 36.16 code MATRA.
- Base d'information téléphonique : (1) 47.20.20
- A partir du 1<sup>er</sup> septembre 1988 : bureau d'accueil permanent - 5, rue Beaujon, 75008 Paris.

**MATRA**



Marchés financiers

BOURSE DU 6 JUILLET

PARIS: second marché

Table of stock market data for Paris, second market, listing various securities and their prices.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPÉZ LE MONDE

révisé des options négociables le 5 juillet 1988

Table of negotiable options, including call and put options for various stocks.

MATIF section containing various market indicators and indices.

INDICES section listing various market indices and their values.

Table of exchange rates (Cote des changes) for various currencies.

Table of foreign exchange rates (Marché libre de l'or) for gold and other commodities.

Section for exchange rates of European currencies (DES EUROMONNAIES).

Main section: Règlement mensuel (Monthly Settlement) with multiple columns of stock market data.

Comptant (à décaissement) and SICAV (à décaissement) sections.

Large table containing Comptant and SICAV data, listing various securities and their market values.

Table of exchange rates (Cote des changes) and foreign exchange rates (Marché libre de l'or).

PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

o: coupon détaché - e: offert - \* : droit détaché - d: demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

